

Le vieux est l'ennemi du bien

OBSOLESCENCE PROGRAMMÉE

● de la presse politique,
merci Presstalis

page 3

● des luttes syndicales,
merci Peugeot

page 7

● des objets courants,
merci le marketing

page 9

● de la « démocratie »,
merci les lobbys

page 11



Tarass Boulba

Sommaire



Actualité

- La presse crucifiée**, par R. Pino, page 3
L'amnistie trahie, par J.-M. Destruhaut, page 5
La météo syndicale, de J.-P. Germain, page 6
Les PSA sont encore debout, par S. Larios, page 7
La Chronique néphrétique de Rodkol, page 8
L'usure programmée sur la sellette, par J.-P. Tertrais, page 9

Arguments

- Tromperies et manipulations mondiales**, par J. Langlois, page 11
Espionnage économique, par N. Potkine, page 14

International

- Pour un syndicalisme de rupture, appel**, page 15
Festival ciné à Barcelone page 16

Histoire

- La Commune et la Banque de France**, par C. Fréjaville, page 17
La Commune s'en est sortie, par C. A., page 19

Expressions

- Paraire et Onfray**, par F. Mintz, page 20

Mouvement

- La radio et la vie du mouvement**, page 22
L'agenda noir et rouge, page 23

Illustrations

**Aurelio, Kalem, Krokaga,
Manolo Prolo, Nemo**



Le Monde libertaire hors-série est en vente en kiosque jusqu'au 31 juillet 2013.

Tarifs

(hors-série inclus)

- 3 mois, 12 n°s hebdo, 1 n° hors série, les gratuits ☐ 25 €
6 mois, 18 n°s hebdo, 2/3 n°s hors série, les gratuits ☐ 50 €
1 an, 35 n°s hebdo, 5/6 n°s hors série, les gratuits ☐ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France et étranger

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an ☐ 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN : FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

DANS UN ARTICLE intitulé «Le cri du grille-pain», Jérôme Porquet (Canard enchaîné du 19 septembre 2012) brocardait une société où «les multiples objets manufacturés (surtout en Chine) dont nous ne pouvons plus nous passer sont délibérément conçus pour ne pas durer». «C'est étudié pour», ajoutait-il, citant Fernand Raynaud, un humoriste obsolète du xx^e siècle. Porquet concluait en rappelant que «les gadgets jetables menaient à un monde jetable, qu'acheter de la camelote, c'était transformer ce monde en camelote». On en convient: quoi de plus paradoxal, inquiétant, nuisible et dispendieux que la gabegie écologique et économique de cette «obsolescence programmée». Quelques trop rares analystes s'en inquiètent – comme le compagnon Jean-Pierre Tertrais dans ce présent numéro – tandis que les partisans du néolibéralisme ambiant en défendent sournoisement le principe sous prétexte qu'elle favorise la croissance. Croissance qui – comme chacun est prié de le savoir – serait nécessaire au bonheur consuméro-capitaliste sur terre. Benoît Hamon était interpellé ce 2 mai par un auditeur du 7/9 de France Inter s'étonnant de sa reculade devant la demande des Verts de légiférer pour condamner la pratique de l'usure programmée. Habilement, le ministre délégué à l'Économie sociale et solidaire et à la Consommation, a botté en touche. Son gouvernement – contrairement aux allégations de l'auditeur – n'avait en rien renoncé. Il n'allait pas tarder à envisager de pondre une loi garantissant aux acheteurs d'un produit ou d'une machine un temps pendant lequel le constructeur dudit produit sera tenu de mettre à disposition, contre espèces sonnantes bien sûr, les pièces nécessaires au rafistolage de son ratatine ordure ou de sa Clio. Oubliant de rappeler les marges affriolantes pratiquées par les constructeurs sur la moindre pièce détachée, Hamon insinuait benoîtement que l'usure programmée, à bien y réfléchir, n'était pas si nuisible que ça; elle favorisait la création et l'essor d'entreprises de réparation – non délocalisables par dessus le marché – générant ainsi de la relance. Ô Tartuffe: voilà comment dans ce monde merveilleux de titatas et de chiffres carambouillés, tombent les faux nez et se retournent les réalités. Il est cependant des obsolescences programmées que les anarchistes appellent de leurs actions et de leurs vœux: celles de la langue de bois, des dieux et des malades de leur foi, des mandats politiques si peu représentatifs, de la professionnalisation du politique, des cupides et égoïstes appétits de pouvoir qui déflorent tous les groupes humains, de la main invisible du marché, de la meurtrière théologie du capitalisme... On en passe et des meilleures.

Hurllements en faveur d'une libre distribution de la presse

Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

AVANT le monde de la finance, celui de la distribution de la presse a connu une, deux, plusieurs crises dont nous nous sommes fait régulièrement l'écho dans *Le Monde libertaire*¹. La dernière a généré un conflit assez rude. Il faut dire que le déficit de Presstalis² n'en finissait plus de se creuser pour atteindre jusqu'à 240 millions d'euros, à tel point que le mot «faillite» était de plus en plus souvent prononcé. Le système mis en place en 1947 (loi Bichet) avait été conçu pour notamment encadrer et protéger la presse dite d'opinion. À la Libération, on comptait environ trente quotidiens nationaux surfant sur l'euphorie de l'après-guerre; le panorama aujourd'hui est évidemment beaucoup moins réjouissant: moins d'une dizaine survivent avec, pour eux aussi, un déficit chronique. Précision: la fameuse loi Bichet n'a cessé d'être contournée et détournée de sa raison d'être par les «gros» éditeurs qui ont procédé à des regroupements de titres pour tendre vers une pensée – politique – unique. Le groupe Hersant s'est particulièrement distingué dans cette discipline au cours des années 1970-1980.

Aujourd'hui, les «gratuits» papier ou en ligne n'ont rien arrangé: information basique, aucune analyse, dans des titres ou sur des sites appartenant à des groupes financiers relayant les valeurs du capitalisme.

Hachette, l'opérateur historique qui jusqu'alors avait été choisi pour chapeauter la distribution de la presse (même s'il n'en possède «que» 49 %), est de plus en plus aux abonnés absents. L'héritier Lagardère ne se gêne pas pour répéter à satiété que le papier n'a plus d'avenir. Drôle de discours lorsque l'on est un des principaux protagonistes de la distribution au numéro. Mais Internet ou les

gratuits ne sont pas les seuls responsables de la crise que traversent la presse écrite et son principal distributeur. Depuis des années, les subventions publiques destinées à la presse prennent des chemins assez tortueux. Vous pensiez que ces aides concernaient la presse d'opinion? Sachez qu'en 2011, 35 millions d'aides directes (représentant 7,4 % du total versé) ont été octroyés aux... sept plus gros magazines TV (qui se gavent déjà pas mal avec la publicité). Le but de la loi Bichet était de définir le cadre de la distribution globale de la presse sur tout le territoire national et d'établir un barème fixant une péréquation entre les différents éditeurs (les gros payant pour les petits).

Ce barème tenait compte du prix du titre (dit «prix facial»). Tout journal est ainsi rétribué sur la base de son prix facial et des subventions qu'il touche. Reste un troisième élément, qui n'entre pas en ligne de compte: les ressources publicitaires. Ce qui permet à des titres comme, par exemple, les magazines TV dont nous parlions plus haut de ne payer au réseau de distribution qu'une quote-part basée sur leur prix facial (généralement de 0,50 à 1 euro), et non sur leurs recettes publicitaires. Et, cerise sur le gâteau, ces pauvres magazines TV (pensez donc, un malheureux euro l'exemplaire!) sont donc bénéficiaires d'aides directes assez conséquentes. Bref, le beurre et l'argent du beurre, avec une dépendance de plus en plus forte à la manne publicitaire.

Parallèlement à cela, le cadre déterminant qui est autorisé à diffuser la presse n'a cessé de se fissurer. En région parisienne (et dans Paris même), kiosques et libraires ne sont plus les seuls à pouvoir le faire. Nombre de supermarchés, Monoprix, etc., le font également, mais

sur une base de rentabilité : magazines TV, people, etc., se taillent la part du lion. Mais essayez de trouver dans leurs présentoirs une presse plus indépendante, alternative, engagée politiquement du genre par exemple et au hasard : *Le Monde libertaire*, ou *Politis*, ou même (soyons fous) *Témoignage chrétien*, je vous souhaite bien du plaisir (sans doute le manque de place !). Donc exit le principe d'un titre de presse accessible à tout citoyen, sur tout le territoire national, le jour même de sa parution. Le changement opéré par Presstalis pour la rémunération des éditeurs qui lui confient leurs titres n'a fait qu'accélérer les difficultés des «petits tirages», et nous sommes bien placés pour le savoir, *Le Monde libertaire* hebdo vendu en kiosque ne nous rapporte pratiquement plus rien, alors que ses frais d'impression n'ont pas disparu pour autant³.

Nous ne sommes évidemment pas les seuls à souffrir de ces difficultés et la Filpac-CGT⁴ demande une remise à plat du système de distribution pour que le financement du réseau de distribution soit assuré par :

- une contribution des éditeurs basée sur un prélèvement proportionnel à la charge publicitaire des titres empruntant le réseau ;
- des subventions publiques regroupées en une seule aide globale ;
- une contribution des fournisseurs d'accès à Internet et à toute autre société numérique exploitant la valeur des informations créées par les rédactions des titres et des agences de presse, quel que soit le support.

Nous sommes encore loin de tout ça. Et la politique de Presstalis a surtout consisté jusqu'à présent à utiliser les aides publiques pour financer ses plans de restructuration. En clair, à supprimer des postes de travail et donc les salaires correspondants. Tous les fonds publics n'ont servi qu'à financer les coûts sociaux des licenciements (contraints ou non) et les départs en retraite anticipée, etc., mais pas grand-chose n'a été fait en matière de créations ou d'innovations éditoriales. Presstalis s'étant surtout consacrée à vendre ses bureaux et dépôts de Paris intra-muros, pour en racheter d'autres plus loin en banlieue, puis pour revendre ces derniers et se rapprocher de nouveau (comme ce bâtiment flambant neuf porte des Lilas). Ce petit jeu de Monopoly n'ayant rien freiné la dégringolade du premier distributeur national (75 % des titres environ).

Au fil des ans et des plans de restructuration, la sous-traitance aidant, le nombre de salariés est tombé à 2 500. Trop, beaucoup trop, a estimé la direction de Presstalis qui n'a pas fait dans la dentelle : le dernier plan prévoyait la suppression de 1 250 postes (la moitié donc). C'est ce qui nous a valu depuis septembre 2012 une trentaine de journées de grève chez Presstalis. Finalement, après sept mois de conflit, un accord vient d'être signé entre le SGLCE-CGT⁵ et la direction de Presstalis. Accord mi-chèvre mi-chou : la direction voulait 1 250 suppressions de postes en 2013 ; il

n'y en aura «que» 500 cette année et 600 autres en 2014. Pas de départs contraints et reclassements prévus à la SNCF et à La Poste. À surveiller donc, les promesses n'engageant jamais que ceux les croient.

Et ensuite ? Presstalis, qui perdait chaque mois environ trois millions d'euros, compte sur le plan de réorganisation signé avec éditeurs et État (plan évalué à 250 millions d'euros) pour retrouver l'équilibre économique fin 2015. Dans quelles conditions ? Un réseau exsangue, la sous-traitance devenue la norme, une presse papier quotidienne (moins 6 % en 2012) et une presse magazine (moins 5 % la même année) en recul constant, et ceci sans tenir compte de leur hausse de prix début 2013, également des titres qui quittent Presstalis et choisissent de se faire distribuer par le concurrent, les MPL (Messageries lyonnaises de presse)...

L'avenir ne s'annonce pas radieux pour tout le réseau de distribution, que ce soit les salariés commis ou cadres Presstalis, les por-

teurs/livreurs et jusqu'aux kiosquiers à l'agonie. Ce dernier accord ressemble évidemment plus à une trêve qu'à un traité de paix et d'autres luttes sont à venir⁶.

R. P.

1. Voir notamment les articles sur la presse dans les numéros 1650, 1662, 1672, 1693 (consultables sur le site du *Monde libertaire* à la rubrique média).

2. Presstalis : anciennement Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP).

3. D'où l'intérêt de s'abonner.

4. Fédération des travailleurs des industries du livre, du papier et de la communication-CGT.

5. Syndicat général du livre et de la communication écrite-CGT.

6. À noter que le groupe Salvador-Seguí animera une soirée-débat sur le thème de la distribution de la presse le vendredi 24 mai à 19 h 30, au local La Rue, 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.

Soutenez-nous !

La librairie du Monde libertaire a besoin de vous.

La librairie du Monde libertaire, c'est :

- un espace militant accessible 38 heures par semaine, 50 semaines par an...
- des livres, encore des livres, et puis des revues, et des DVD, des CD...
- des débats, des films, des expos, des rencontres avec des auteurs, des activistes venus du monde entier...
- un lieu unique de diffusion de la pensée libre, contestataire et anarchiste...
- des ouvrages accessibles partout grâce à la diffusion par correspondance...

Ce porte-voix du mouvement d'émancipation, nous devons aujourd'hui le protéger. La crise, les frais (postaux en particulier) qui augmentent, les poches vides des camarades... bref, l'argent manque.

L'argent manque, et nous comptons sur vous pour nous aider à continuer notre travail, pour maintenir et développer ce lieu important. Important face à l'offensive du capital et de la banque contre les peuples, important face à la montée du racisme et du nationalisme, important face aux ensoutanés de tous les folklores qui pointent leur masque hideux.

Nous lançons donc une souscription pour notre librairie.

Vous pouvez nous aider :

- par voie postale, en nous adressant un chèque à l'ordre de Publico à notre adresse (145, rue Amelot, 75011 Paris)
- en espèce ou carte bleue directement à la librairie
- sur notre site librairie-publico.com, en achetant, autant de fois qu'il vous plaira, l'article «Participation supplémentaire au port».

Le mouvement libertaire a besoin de sa librairie, nous avons besoin de votre aide pour la faire vivre ! Ami.e.s, compagnes et compagnons, nous comptons sur vous.

Refus d'amnistie



À quelques jours du 1^{er} mai, la Commission des lois, sur demande du gouvernement, a rejeté la proposition de loi d'amnistie des infractions et délits commis depuis 2007 par des salariés, du privé comme du public, lors de conflits du travail et d'activités syndicales, y compris lors de manifestations. Mieux, des membres du gouvernement ont avoué que le président de la République n'avait jamais eu l'intention d'amnistier les syndicalistes.

DÉCIDÉMENT, LA SURENCHÈRE réactionnaire désinhibée n'a plus de limite. Sans doute encouragée par les garanties quotidiennes apportées par la gauche au pouvoir pour préserver les intérêts de la bourgeoisie. Lorsque le Front de gauche avait annoncé son intention de déposer un projet de loi d'amnistie pour les syndicalistes, l'émoi s'était emparé du patronat, de la droite et aussi d'une partie des socialistes. Un émoi amplifié et soutenu par les journalistes aux ordres. Cette initiative de loi était qualifiée par Parisot de « signal en faveur de l'antagonisme, du conflit, un appel au cassage », par les centristes de « signal de mauvais augure à tous les manifestants professionnels ». Quant à Valls, premier flic de France, il déclarait : « On ne peut pas admettre qu'on cherche à casser l'outil de travail, à briser du mobilier urbain, qu'on s'attaque à des édifices publics. »

Une loi incitatrice à la violence, rien que ça ! Ben voyons ! Qui, des actionnaires ou des travailleurs, décide de casser les unités de production, de licencier massivement et de plonger dans la misère des régions entières avec leur population ? Qui contraint la production dans des conditions de travail dangereuses, toxiques et désastreuses ? Qui abuse du bien social et détourne des millions d'euros de cotisations sociales et d'impôts ? Qui refuse d'entendre celles et ceux qui produisent ? Tous les auteurs de ces violences ne sont jamais pénalisés et encore moins criminalisés !

Cette amnistie sociale se voulait être une condamnation de la brutalité de la politique sociale et économique conduite par Sarkozy qui avait contraint les salariés à l'action. Le projet de loi adopté au Sénat (de justesse ! 144 voix pour et 142 contre) fin février, avait

pourtant été considérablement écrémé par l'Assemblée nationale et le Sénat avec, au final, une portée timide très réduite.

Jusqu'alors, les lois d'amnistie, y compris la dernière loi de 2002 proposée par Chirac, n'avaient jamais soulevé autant de cris de cochons échaudés. Et maintenant, le blocage de cette loi d'amnistie démontre qu'il est totalement illusoire d'attendre une once de justice sociale de la part d'élus parlementaires et du pouvoir présidentiel surtout s'il est incarné par un personnage se revendiquant social-démocrate plutôt que socialiste.

Et puis, il y a, hélas, une mobilisation sociale d'ampleur qui tarde à se réaliser. Qu'est cette société dans laquelle personne ne se choque qu'il soit réclamé une amnistie pour la bourgeoisie qui fraude fiscalement ? Qu'est cette population qui accepte que la classe dirigeante transforme une faillite privée en dette publique ? Qu'est cette population qui semble ignorer que ses droits au travail, aux congés et à la santé n'ont jamais été offerts mais ont été conquis de hautes luttes et de violences en 170 ans d'histoire sociale ? Une population qui préfère se mobiliser pour des réformes clientélistes (comme le mariage pour tous) satisfaisant des besoins hédonistes et consuméristes qui, bien sûr, ne coûtent rien aux capitalistes. Une population qui feint de ne pas constater l'orchestration accélérée de la régression sociale et répugne à soutenir les travailleurs qui se battent.

« On ne crache pas sur ceux qui vous ont fait élire » adresse le secrétaire général de la CGT au Président de la République. La preuve que si ! C'est même un gros glaviot. Mais qui n'étonne

pas de la part d'hommes et de femmes politiques ne connaissant ni le monde du travail, ni ses violences. L'étonnement frappe les hommes et les femmes trop nombreux qui croient que la justice sociale viendrait d'un gouvernement ou d'un parlement.

Avec le projet de loi sur la flexibilité, le patronat va obtenir un permis d'appauvrir et de licencier à l'abri des recours à la justice. Avec la casse de l'inspection du travail, le patronat est assuré d'être moins soumis à des pénalités pour violation du droit du travail. Avec le choc de simplification administrative, les dirigeants d'entreprises obtiennent une incitation légale à la fraude sociale et fiscale.

Et maintenant, avec le blocage de la loi d'amnistie, le pouvoir en place adresse un signal fort au monde du travail pour lui signifier que la répression sera effective et sans appel envers celles et ceux qui se soulèveront contre le mauvais sort que le capital et ses suppôts leur infligent. Le Parti socialiste au pouvoir confirme ainsi la poursuite de la politique de criminalisation du mouvement social.

Mais rien n'est jamais gagné d'avance et, la faiblesse d'une mobilisation sociale bien réelle prendra fin un jour. L'histoire montre qu'il est des insurrections venant lentement et de façon inattendue pour rompre la résignation et la soumission à un ordre politique et économique. En attendant les beaux jours d'une émancipation sociale et économique collective, les syndicalistes et, plus particulièrement les anarchosyndicalistes, n'oublieront rien.

Jean-Marc Destruhaut

Groupe Albert-Camus

Brèves de combat

1^{er} mai partout

1 300 personnes dans les rues de Besançon, sans la CFDT ni l'Unsa, qui organisaient un petit-déjeuner citoyen avec les huiles locales du PS... Le cortège libertaire (CNT-FA et libertaires inorganisés) a regroupé quelque 200 personnes. 300 repas servis lors du traditionnel 1^{er} mai libertaire sur la place devant la librairie du groupe Proudhon. Sur Marseille, beau cortège de 2 000 libertaires et antifascistes. À Amiens, le collectif libertaire a profité du défilé organisé par la CGT, évitant le centre-ville, pour diffuser ses tracts. 200 à 300 personnes à Guéret (Creuse-23) et à Poitiers, seulement 300 personnes se sont rassemblées place d'Armes, vu un rassemblement ailleurs dans la ville de 50 personnes de FO... Enfin, à Arras, le groupe Kropotkine a sorti sa table de Presse au Salon du Livre d'expression populaire et de critique sociale. Beau défilé FA à Paris avec CNT et AL, descente de la Place des fêtes à la Bastille. Bonne ambiance et plaisir de retrouver les anciens camarades. Ensuite, contre-rassemblement à la Bastoche à l'appel d'Act-Up pour les droits pour tous, auquel la FA s'était associée avec d'autres associations et organes. Nous étions environ 5 000 en tout grâce à une mobilisation éclair en 48 heures.

Suicides autoroutiers

L'Union syndicale Sud-autoroutes annonce avec effroi le suicide d'un collègue de la Société des autoroutes Paris-Normandie. Grande émotion à

Météo syndicale



LE CONSEIL D'ÉTAT A DONNÉ RAISON à la direction d'EDF qui avait réquisitionné 3 000 agents de six centrales sur huit en juin 2009, les privant ainsi de leur droit de grève dans un conflit essentiellement motivé par des revendications salariales et qui avait duré plusieurs semaines. L'institution a de surcroît condamné les syndicats qui avaient déposé le recours contre la direction d'EDF à verser 1 000 euros à l'entreprise. Dans sa décision rendue le 14 avril, le Conseil d'État a jugé que « les dirigeants d'EDF sont fondés à limiter le droit de grève dans les centrales nucléaires lorsqu'il s'agit d'éviter l'interruption de l'approvisionnement du pays en électricité. » (FO hebdo 3 072).

Diable, on en apprend de belles dans le journal du syndicat de l'avenue du Maine à Paris. Tout cela participe de l'air du temps maussade, aggravé par le refus de l'amnistie sociale décidée par la majorité présidentielle. Sale temps pour le social. Comme en témoigne André Chassaigne, un camarade border line et député du PCF : « Le gouvernement n'est pas un bateau ivre, c'est pire que ça. Il s'agit d'un navire qui a mis un cap et ce n'est pas celui qu'attendait le peuple de gauche. »

Toujours le même problème, le débat contre la criminalisation du syndicalisme est mené par les organisations politiques. Même Lepaon, nouveau secrétaire de la CGT,

déclare à propos du gouvernement « Il n'est pas trop tard pour bien faire ». Pourtant, il avait aussi déclaré : « Quelle image le syndicalisme français va-t-il donner aux autres pays européens en mettant en avant ce qui le divise et non pas ce qui le rassemble. » On est bien loin des défilés communs CFDT-CGT avant l'élection de François Hollande¹. Et les manifestations du 1^{er} mai ont montré les limites d'un front syndicaliste.

CGT et Solidaires d'un côté, le bloc réformiste d'un autre, avec FO en cavalier seul, c'est du 1 % pour contrer le patronat et les pouvoirs publics. D'autant que celui qui se remue le plus pour remplacer Parisot à la tête du Medef est Pierre Gattaz, fils d'Yvon Gattaz qui avait dirigé le syndicat patronal de 1981 à 1986 en affichant son projet de « supprimer les syndicats ». Parisot ou Gattaz, ce n'est qu'une question de sauce pour dévorer le monde du travail.

PSA, Goodyear, ArcelorMittal, Le Printemps, autant de problèmes qui ne seront pas réglés par les urnes.

Jean-Pierre Germain

Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

1. Faut-il le regretter ? Il me semble que non...

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Le pourrissement

LA LUTTE S'ENLISE dans un engourdissement fatal. Tourne en rond comme un éternel retour à briser. Mêmes actions proposées à l'infini, d'une semaine à l'autre jusqu'à épuisement définitif des stocks. Plus les jours s'accumulent, plus la place de la grève devient place de grève. Les treize semaines se sont écoulées au rythme de farandoles grotesques, de danses macabres, de rigodons dérisoires... Un exemple musical de mes dires : le 9 avril, la manif est filmée au son des pétards accompagnant le cortège des grévistes. Ses bruits assourdissants, espacés, évoquent le début du final de la dixième symphonie de Mahler. Leur boum brutal ponctue le passage du cortège. Pour vous situer le contexte, n'hésitez pas à écouter le passage de ce monument musical...

Indéniable : le 18 mars, sans l'apport de forces militantes extérieures, les pneus n'auraient jamais brûlé avenue de la Grande-Armée, à Paris. Refoulés par les CRS-SS qu'ils auraient été, les grévistes de PSA. À part ça, les militants de Lutte ouvrière se permettent de dire d'un ton sentencieux : « Quand vous dirigerez des mouvements, vous pourrez faire la leçon aux ouvriers ! » Avec leur sectarisme assassin, ils n'arrivent pas à voir que, sans apport de militants de tout horizon, la grève est plus que carbonisée...

Lutte ouvrière essaie de nous faire reprendre le travail, mais sans le dire clairement, histoire de garder son prestige. Les sessions de téléphone entre la direction et Mercier pour négocier la reprise se multiplient : la reprise pourrait se faire contre l'annulation de tous les licenciements ! Rien qu'évoquer ça en AG tous les jours suffit à faire entrevoir, de manière déguisée, la fin du mouvement aux grévistes.

Pas dupes qu'ils sont, certains des ouvriers en lutte. Ils prennent la parole pour mettre fin à toute velléité de reprise : « Jusqu'au bout, jusqu'au bout ! Hors de question de reprendre le taf ! L'argent de la solidarité est là ! » La tentative d'une militante trotskiste d'asseoir l'autorité de Mercier à la tribune est arrêtée de manière paroxystique par un gréviste. Quand cette dernière se met à poser des questions au dirigeant comme une écolière, il assène : « Pas de chef ici ! » Le gréviste s'époumonne : « Pour parler faut monter à la tribune ! » Il rappelle ceux qui, en 1936 et 1968, ont fait reprendre le travail aux grévistes en disant : « Le mouvement est suspendu ! » Le gréviste précise, à juste titre, ses raisonnements : « Une fois la machine arrêtée, elle ne redémarre plus ! Ceux qui stoppent ses rouages le savent très bien ! » Un problème pas minime : les militants de Lutte ouvrière savent très bien

d'expérience que les hurluberlus qui vitupèrent se feront avoir à l'usure. Pour cela, ils utilisent les techniques de leurs maîtres stalinien. Les trotskistes vont voir un à un les grévistes pour leur signifier que le nombre d'ouvriers en lutte baisse toutes les semaines. Avec les dires de Mercier et Julien qui vont dans ce sens à la tribune, ils espèrent ainsi que l'appel à la reprise viendra de la base. Ainsi, leur honneur sera sauf...



Des chèques arrivent de partout : d'Autriche, de Chine, en plus de ceux de France. Ces soutiens donnent bien raison à ceux qui veulent continuer la grève à tout prix. Beaucoup d'ouvriers pouvant subir un sort similaire prennent espoir avec la lutte d'Aulnay. Son souffle porte loin : un gréviste indien est invité, tous frais payés, pour parler de la grève dans une télé de ce pays-continent.

Dans les coups d'éclats de ces derniers jours, le plus grand est, pas de doutes possibles, l'occupation du Medef. Elle a lieu le jour où la mère Parisot perd son trône sous ses larmes de femme chagal. Dans la soirée, le président Hollande passe à la télé. La boutade d'un gréviste une fois sorti du siège patronal : « Tous à l'allocution présidentielle ! » Cette vanne va sceller la suite des événements. Une véritable horde de gendarmes mobiles nous tombent dessus. Embarqués sans ménagement qu'on se trouve à une centaine...

Confirmation nous viendra une fois dans le panier à salades : l'ordre d'interpellation vient directement du Medef ! Avec ça, preuve est donnée que patronat et gouvernement

marchent main dans la main : fallait pas entraver en plus la grande messe cathodique de Hollande ! L'intervention du président socialiste ne sera troublée que par l'extrême droite antipédérastique douteuse. Tout un programme... On voit bien l'unique opposition que recherche le gouvernement : refaire le coup de Mitterrand d'il y a trente ans en jouant avec la haine pour se dresser en rempart.

Voyant que c'est l'unique chance qui lui reste, il n'a que faire d'utiliser des calculs aussi dangereux. Pour que les nuits les plus noires ne reviennent pas ! Pas d'autres alternatives que barrer la route à tous ces politicards par une vague de grèves sans précédent ! Rien que pour ça, je n'ai pas envie que la grève d'Aulnay s'arrête ! Toutes les chances d'extension doivent être saisies ! Les mois qui viennent seront déterminants pour ne pas sombrer dans le XIX^e siècle à grande vitesse ! Ceux qui aident la grève d'Aulnay l'ont bien compris !

Une fois tous sortis du commissariat, des ouvriers écœurés soldent définitivement leurs illusions électorales : « La droite et la gauche, c'est pareil, je ne voterai plus jamais ! »

Le lendemain, les médias causent de la fin du règne de la mère Parisot. L'allocution du président Hollande avec la manif des antipédérastiques douteux est plus que commentée... Pas un mot sur nos péripéties... Les journalards préfèrent évoquer le monde du travail avec le grotesque et le sordide d'une arnaque alimentaire qui touche les pauvres... Que deviendront les salariés de Spanghero ? L'engourdissement fatal de notre société est là ! Les médias en sont un de ses multiples miroirs !

Un corbeau finit déplumé après une de ses multiples vanes Carambar. Le charognard ne trouve rien de mieux que d'aller se moquer publiquement d'un opposant trotskiste. Il commente une photo de journal d'un ton sournois : « Le gros par terre embarqué par quatre gendarmes ! » Réplique cinglante du dissident : « Moi, je tiens toujours mes engagements ! » Par cette tirade, il lui rappelle bien comment Lutte ouvrière s'est alliée aux dernières municipales avec socialistes et stalinien contre des plats de lentilles de conseillers municipaux...

J'arrête là, pour cette semaine, le fil discontinu des événements d'Aulnay dans leur trivialité épique... La suite viendra prochainement. Deux blocs d'opposition au gouvernement se sont constitués : les ouvriers en lutte contre les anti-mariage douteux...

Silien Larios

l'annonce également de la disparition brutale d'une jeune cadre ASF, de la direction régionale de Brive, qui a mis fin à ses jours sur son lieu de travail. Pour l'Union, ces événements illustrent la situation de souffrance des salariés : restructurations en cascade, sous-effectifs, dégrais-sages, etc.

Mort d'un service public

Après l'ouverture à la concurrence du marché du gaz en 2007, l'Autorité de la concurrence en rajoute une couche et propose au gouvernement de mettre fin aux tarifs réglementés du gaz. Les factures d'électricités devront donc à l'avenir correspondre aux exigences des actionnaires.

Made in USA

Il suffisait d'y penser : la Maison blanche a réglé le problème des contaminations radioactives... en augmentant considérablement les taux acceptés légalement dans l'eau (y compris l'eau potable), ainsi que les délais de décontamination suite à des incidents ou accidents. Les textes validés sont comparables à ceux en vigueur sous l'administration du précédent président, cela nous laisse Bush bée !



Chronique néphrétique

À Louis-Philippe

(j'en prendrai pour mon grade)

CE N'EST PAS LA PEINE de m'écrire pour vous insurger du titre provocateur de ma chronique. Ni pour me signifier qu'il est inimaginable de rendre hommage dans le *Monde libertaire* à Louis-Philippe I^{er} (et dernier du nom, et dernier des rois de France !). Ce n'est qu'un début et je continuerai en pire. Si je lui « dédicace » cette première d'une longue série de chroniques économiques, ce n'est pas sans me souvenir qu'il commit entre autres méfaits, dans les années 1830-40, les répressions successives des insurrections des canuts lyonnais, ouvriers du textile et poursuivit la colonisation tout aussi sanglante de l'Algérie.

Or, c'est en 1834, et les faits sont sans doute liés, que Louis-Philippe fit en sorte que les officiers de marine soient titulaires de leur grade. Ceci afin de s'assurer de leur fidélité et pouvoir décréter leur mobilité, contrainte. Qu'il puisse les envoyer où bon lui semble. Qu'ils soient occupés à massacrer ici ou là, ou sur tout autre poste, à la cuisine ou ailleurs, leur grade acquis leur assurait les mêmes droits (salaire, promotion). Cette distinction entre grade (acquis par une formation et un concours) et poste, se généralisa à la fonction publique.

Je trouve assez jubilatoire qu'une mesure prise afin d'assurer une meilleure performance dans la sauvegarde de l'ordre établi et des intérêts de la bourgeoisie puisse aujourd'hui être considérée comme le point de départ de la dimension révolutionnaire du salariat.

Lorsque j'eus enfin un salaire régulier, après quelques longues années de galères et d'intermittences, quelle ne fut pas ma surprise de voir une case « grade » sur les fiches administratives. Eh oui, en tant que fonctionnaire, ayant passé un concours, j'avais obtenu un grade ! Cachant mon antimilitarisme viscéral, je posais toutefois la question. On me répondit que c'était écrit sur ma fiche de paye. Mais vous ne le savez peut-être pas, dans l'éducation nationale, on reçoit ses fiches de paye avec deux mois de retard... J'appris donc que dans la dite case, je devais indiquer : « certifié » pour ne rien vous cacher.

Et je suis révolutionnaire. Non, même pas moi perso. Mon statut est révolutionnaire. Oui, cela signifie que si je votais UMP, voire si j'étais militant du Front National, mon statut serait tout autant révolutionnaire. Je ne sais pas à qui ça fait le plus mal, d'ailleurs. Aux

deux ci-dessus nommés qui n'ont de cesse de vilipender « ces fainéants de fonctionnaires qui leur coûtent cher en impôts » ou au camarade x d'apprendre que la révolution est nichée au sein de l'État ?

Mon statut est révolutionnaire, parce que j'ai un salaire à vie. Bien sûr que l'on tente de me le grignoter, d'attaquer mon statut, de réduire ma vie (et donc le versement du salaire qui va avec) en me faisant travailler plus longtemps, jusqu'à épuisement peut-être, n'empêche ! C'est un salaire à vie. D'abord parce qu'il m'est garanti pendant toute ma carrière ; c'est ce que certains appellent « la sécurité de l'emploi ». Ce qui est faux : c'est « la sécurité du grade », pas de l'emploi. Mon statut est révolutionnaire aussi parce que je n'ai pas d'employeur (au sens de patron). Mon chef d'établissement n'est pas (encore que...) mon employeur. Et c'est bien pour cela que les gouvernements tentent d'attaquer le fonctionnement des administrations scolaires, pour donner « plus d'autonomie » au principal, pour lui donner les moyens de « recruter son équipe ». Ce qui pourrait, dans l'absolu permettre de tenter des expérimentations éducatives. Mais l'intérêt des enfants étant le moindre de leurs soucis il s'agit plutôt, dans le contexte actuel, d'un des aspects, non des moindres, de la « privatisation » des services publics.

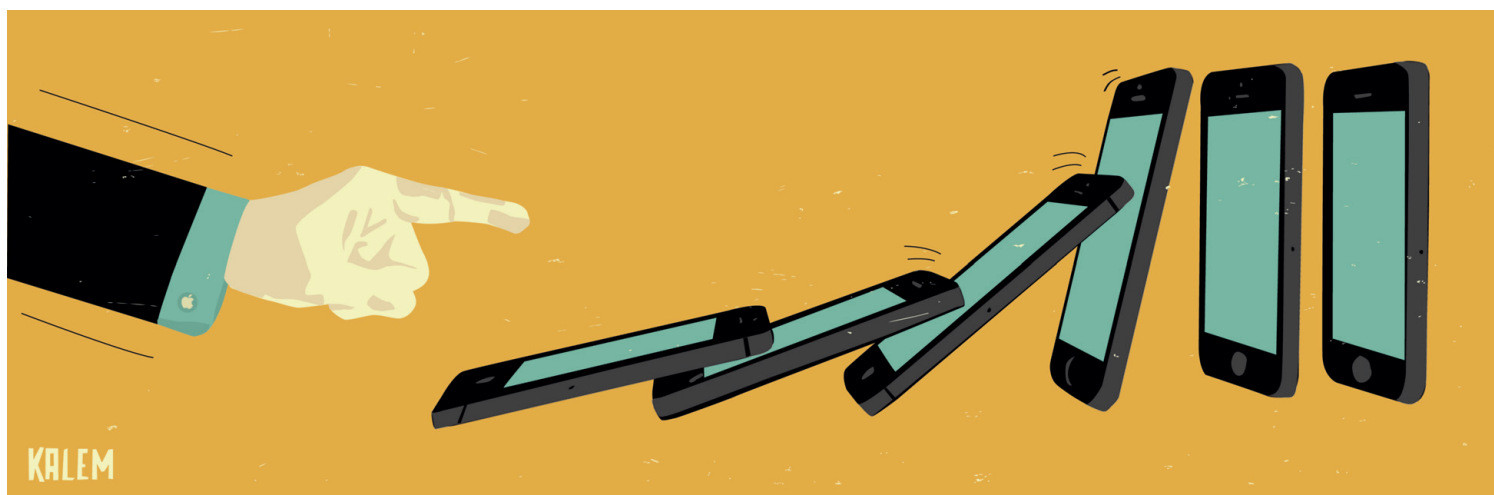
Quand je serai grand (actuellement, c'est après 67 ans), je toucherai toujours un salaire, lié à ma qualification. C'est donc bien un salaire à vie. Et cela ne me dérange pas d'imaginer que ce droit soit généralisé à l'ensemble de la population. Un droit économique. Un droit qui libérerait de l'angoisse du marché du travail, des chantages patronaux, des CV toujours inadaptés au poste (trop ou trop peu ou mal diplômé, manque d'expérience). Un droit qui assurerait à qualification égale la réelle égalité salariale homme/femme, un droit qui assurerait aussi aux femmes la prolongation du salaire à la retraite en fonction de leur qualification, et non de leurs annuités.

Un droit économique, mais qui assurerait évidemment un droit politique révolutionnaire car renversant la logique capitaliste.

Rodkol

(d'après Bernard Friot in *L'enjeu des retraites et L'enjeu des salaires*, édition la dispute)

L'obsolescence du capitalisme



Jean-Pierre Tertrais

À L'INITIATIVE DU GROUPE écologiste, le Sénat vient d'entamer un débat sur l'obsolescence programmée, cette stratégie économique qui vise à raccourcir la durée de vie des produits de consommation. Las de constater le gaspillage engendré (!?!), Jean-Vincent Placé souhaite inscrire dans la loi le délit d'obsolescence programmée afin d'assurer au consommateur le droit d'utiliser des produits fiables, réparables et durables. Il envisage également d'étendre les durées de garanties de deux à cinq ans pour inciter les fabricants à concevoir des appareils qui durent plus longtemps, et rendre obligatoire la mise à disposition des pièces détachées pendant dix ans.

Mythe ou réalité ?

Si certains défenseurs inconditionnels du marché sont rapidement montés au créneau, jouant la vertu outragée, pour dénoncer une «thèse conspirationniste», un «mythe», la grande majorité des industriels, peu à l'aise dans leurs baskets, s'abstiennent de commenter ces mesures. Il sera toujours temps de recourir au lobbying si la menace se confirmait !

Pour Ph. Frémeaux, d'Alternatives économiques, l'idée même d'obsolescence programmée apparaîtrait comme une insulte au travail des millions d'ingénieurs, techniciens et ouvriers qui s'efforcent chaque jour d'atteindre le zéro défaut, la qualité totale ! Alors que c'est précisément le recours à l'obsolescence qui constitue un total mépris du travail humain. Pour d'autres, il s'agit d'un moyen efficace de lutte contre le chômage ! Pour d'autres encore, une durabilité trop longue priverait le consommateur des progrès récents ! Les plus mauvaises causes ont toujours les meilleures raisons.

Alors qu'en est-il exactement ? On peut distinguer globalement deux cas : un aspect purement technique provoqué sciemment par le fabricant en introduisant une fragilité, une limitation technique, l'impossibilité de réparer ou la non-compatibilité du produit, et aussi une dimension psychologique, subjective, instrumentalisée par le phénomène de mode (le qualificatif «programmée» se justifie dans la mesure où il y a bien tentative de manipulation du consommateur).

Un simple rappel historique s'avère édifiant. Notons d'abord que l'échange marchand a toujours plus ou moins utilisé ce qu'on a appelé l'adultération des produits, c'est-à-dire une forme de tricherie sur la qualité ou la quantité pour abaisser les coûts. Dès 1928, on pouvait lire dans une revue spécialisée, «un produit qui ne s'use pas est une tragédie pour les affaires» ! L'origine de l'expression (*planned obsolescence* en anglais) remonterait à un Américain courtier en immobilier, B. London, lequel faisait le constat, en 1932, que sous l'effet de la crise économique, les Américains s'étaient mis à conserver leurs biens (vêtements, radios, pneus...) plus longtemps que ne l'avaient prévu les statisticiens ! Un peu plus tard, au milieu des années 1950, le designer industriel B. Stevens souhaite non pas faire des produits de mauvaise qualité, mais les renouveler tous les ans via la mode. Il produit ainsi de nombreux objets (de l'aspirateur à la voiture) dont les modèles sont sans cesse renouvelés. Il faut, écrivait-il, «inculquer à l'acheteur le désir de posséder quelque chose d'un peu plus récent, un peu meilleur et un peu plus tôt que ce qui est nécessaire». Ces propos font écho, à la même période, à ceux de V. Lebow, spécialiste américain du marketing : «Notre économie

remarquablement productive veut que nous fassions de la consommation notre mode de vie, que nous transformions l'achat et l'utilisation de biens et services en rituels. Il nous faut consommer, user, remplacer et rejeter à un rythme toujours croissant. » Le délire – et non pas le rêve – américain était désormais placé sur orbite !

Depuis environ trois-quarts de siècle, les exemples n'ont cessé de se multiplier. À commencer par les fameuses ampoules électriques, conçues pour tenir au minimum 2 500 heures, et dont les fabricants, confrontés à la chute des ventes, ont limité la durée à 1 000 heures. Ce sont ensuite, dans les années 1940, les bas nylon de Du Pont de Nemours qui, après quelques manipulations chimiques, se mettent à filer plus vite. Aujourd'hui, c'est une puce qui bloque les imprimantes Epson à 18 000 copies. Les sophistications apportées multiplient les pannes ; or seuls 44 % des appareils qui tombent en panne sont réparés. Les pièces détachées sont peu disponibles et hors de prix. Des produits sont indémontables, incompatibles. Notamment avec le développement du plastique, le jetable explose. Même les dates limites de consommation se justifient plus par les nécessités du commerce que par les précautions d'ordre sanitaire. Le document *Prêt à jeter* diffusé sur Arte répertorie quelques-uns de ces « sabotages » organisés. Le numérique, notamment, offre des possibilités infinies : quatre générations d'iPad en deux ans, six d'iPhone en cinq ans. Un ordinateur était utilisé onze ans en 1985, contre trois aujourd'hui. Les témoignages ne sont pas rares d'anciens ingénieurs exprimant la demande ambiguë de leurs supérieurs hiérarchiques, à la fois d'une production suffisamment fiable pour fidéliser le client, mais pas trop afin de permettre le renouvellement !

Et pendant ce temps, l'ampoule la plus vieille du monde éclaire toujours en Californie depuis... 1901 ! La finalité est donc bien de limiter le cycle de vie d'un produit, d'augmenter le taux de remplacement des biens matériels, de stimuler les gains de productivité, de maximiser les profits, et non d'assurer l'émancipation de l'homme, ou même seulement son bien-être. Un homme d'affaires digne de ce nom n'a nullement à se préoccuper des conséquences humaines, sociales, morales, culturelles, écologiques de ses décisions. Rappelons seulement que les critiques pertinentes sur ce sujet ne datent pas d'aujourd'hui, voire entre autres, *L'art du gaspillage* de Vance Packard (1962) et *L'ère de l'opulence* de J.-K. Galbraith (1961).

De lourdes conséquences

On peut imputer à l'obsolescence programmée de graves répercussions écologiques et sociales. Sur le plan social, parce que ces dépenses quasiment contraintes érodent singulièrement le pouvoir d'achat des ménages, aggravant la précarité, fragilisant les plus vulnérables (il suffit de connaître les taux

d'endettement de nombreuses familles). Pour la dimension écologique, parce que ce phénomène contribue à un gaspillage d'énergie et à l'épuisement progressif de nombreuses matières premières (selon l'OCDE, qui n'a pas encore opté pour la décroissance, avec un taux de croissance annuel de 2 %, les réserves de cuivre, plomb, nickel, argent, étain et zinc ne dépasseraient pas trente années). Préoccupation à laquelle il convient d'ajouter la guerre autour des métaux rares.

Par ailleurs, l'accumulation des déchets due à cette surconsommation imposée affecte à la fois l'homme et les différents milieux de vie (600 kg de déchets sont jetés par personne et par an en France, dont 20 kg de déchets électroniques ; ces derniers, très toxiques – mercure, arsenic, plomb – ayant été multipliés par six depuis les années 1990). Ce qui est d'autant plus scandaleux que les pays de grande consommation exportent en masse leurs déchets vers les zones géographiques où le stockage et le recyclage sont négociables à moindre coût (Afrique, Asie), avec un double effet : sur la qualité de l'air, de l'eau, de l'alimentation, et donc sur la santé des populations.

L'obsolescence du capitalisme

L'intervention de J.-V. Placé au Sénat utilise habilement le flou artistique. Nous serions entrés dans « un monde de la rareté » ; il faut donc impérativement apprendre à gérer des « ressources finies » et à les partager. Nous connaîtrions même un « déclin de civilisation ». L'obsolescence programmée serait « l'illustration parfaite du modèle économique insoutenable », une « dérive de la société de consommation », une « aberration, une impasse qui nous emmène droit dans le mur ». Il conviendrait de « faire avancer le débat vers les alternatives possibles » pour finir par... sanctionner les pratiques malhonnêtes de certains fabricants. Un tel discours s'appelle clairement du foutage de gueule. Il fait penser à un dessin caricatural où l'on voit un délégué du personnel faire irruption dans le bureau d'un patron et s'exclamer : « Les salaires sont insuffisants, les conditions de travail sont déplorables, et la photocopieuse est en panne. » Et le boss de répondre, placidement : « Je m'occupe tout de suite de la photocopieuse ! »

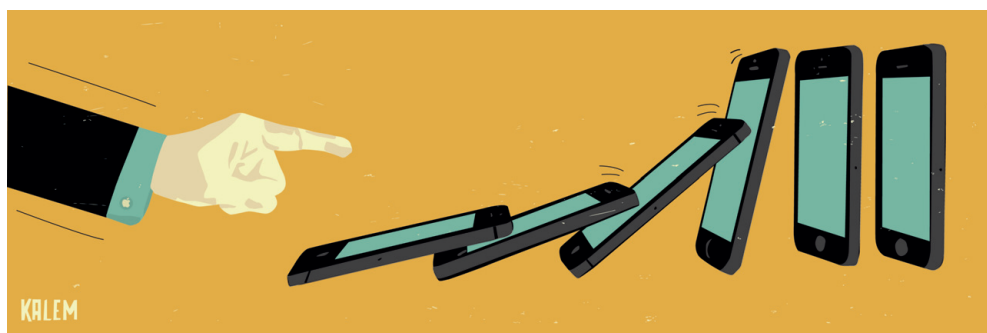
Faudrait-il croire qu'il suffirait de briquer quelques strapontins pour renverser le

capitalisme ? On connaît l'hypocrisie des Verts : prétendument à la fois dans la rue et aux urnes... mais surtout aux urnes ! Faudrait-il compter sur la gérontocratie du Sénat pour saper une société fondée sur les outrances, les excès, la surenchère, le gigantisme, sur l'accumulation et la destruction de marchandises, où le bonheur, ou plutôt son illusion, se mesure à l'aune de la seule croissance ?

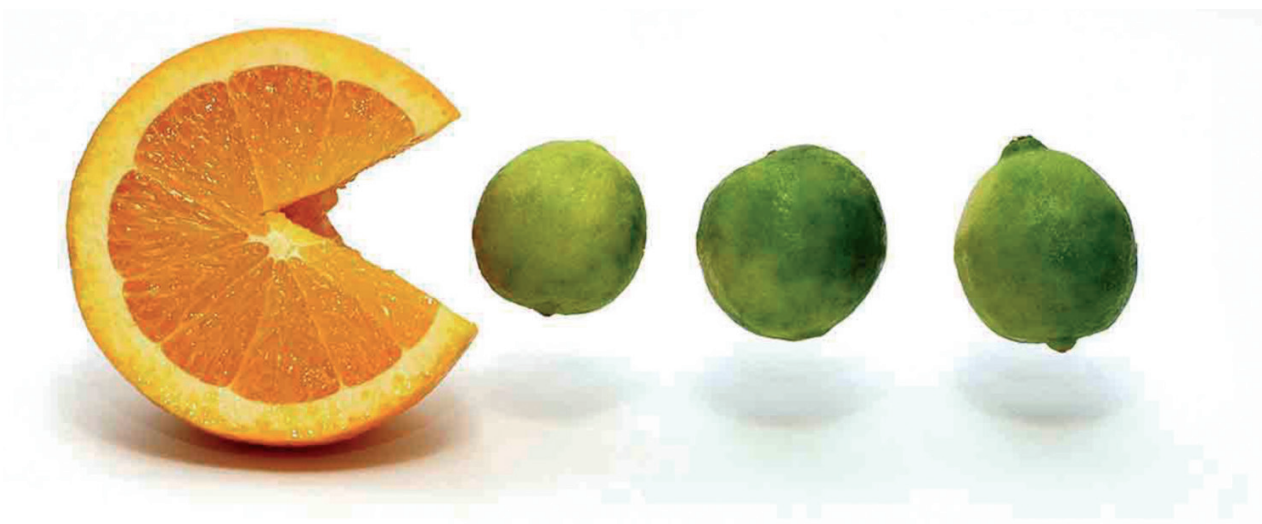
Suffirait-il d'humaniser, de moraliser un système érigé sur le court terme de la rentabilité, de l'investissement, et donc incapable de prendre en compte le très long terme de l'évolution des écosystèmes et du climat ? Suffirait-il de quelques lois pour nous rendre nos facultés créatrices et les moyens de subsistance, pour qu'une vie fade et un ennui mortel se transforment en un quotidien enthousiasmant, pour régénérer le lien social et les solidarités ? Ce n'est pas seulement l'obsolescence programmée qui est une impasse, mais le capitalisme lui-même ! L'obsolescence n'est qu'un outil forgé par les milieux d'affaires au même titre que la publicité (deuxième budget mondial après l'armement), le crédit à la consommation ou la vente forcée. Et c'est précisément parce que le capitalisme et son allié l'État détruisent, en les dressant l'un contre l'autre, l'homme et la nature, que la solution ne peut passer ni par le capitalisme ni par l'État.

Sans s'appesantir sur un prétendu âge d'or, le règne de la technoscience et du marché a effectivement provoqué la perte de certaines valeurs (intégrité, loyauté, sens de l'épargne et de la mesure...), exacerbé le désir de posséder, érigé le gaspillage au rang de devoir civique. L'économie d'accumulation, de prédation a instauré le culte de l'éphémère, la tyrannie de l'instantané, de la jouissance immédiate... et détruit conséquemment la capacité de s'émerveiller.

Si le projet de l'humanité est de prolonger son aventure, il est impératif de changer radicalement ses modes de penser, de produire, de consommer, de limiter ses besoins, de gérer de manière économe les ressources, renouvelables ou non, et de généraliser l'usage partagé des biens afin de réduire l'empreinte écologique. Si l'on ne parvient pas à se débarrasser de cette arme de destruction massive qu'est l'hyperconsumérisme étatico-capitaliste, c'est l'obsolescence de l'homme qui sera bientôt programmée (Günther Anders). **J.-P. T.**



La France sous influence



Jacques Langlois

J'ÉCRIS CETTE CHRONIQUE après avoir lu un assez mauvais livre de Claude Revel sur le sujet, livre qui ne met pas en lumière les vrais enjeux, à savoir le libéralo-capitalisme et sa recherche du maximum de profit à court terme. Cependant, il renferme une mine d'informations car l'auteure est justement une consultante et une professeure en influence dans une université bidon aux États-Unis. En outre, on y trouve quelques pépites noyées dans la masse fastidieuse des informations d'un bouquin mal structuré. Ce n'est pas un hasard car l'auteur sort de la même promo de l'ENA que le président de la République. Ce n'est pas une boîte qui brille par la pensée et la méthodologie. À l'ENA, on apprend à dire n'importe quoi sur un sujet que l'on ne connaît pas en quinze minutes.

Violence vs. influence ?

L'auteure se félicite que l'on soit passé du *hard power* ou force/violence au *soft power* ou influence. Elle ne voit pas que le *soft* est la continuation de la violence par d'autres moyens, comme pourrait dire Clausewitz. Elle oublie donc que les États-Unis se sont surtout illustrés par l'intervention armée pour asseoir leur pouvoir et maintenir leurs alliés fascisants tels Pinochet ou Suharto. Elle néglige que ce pays est spécialiste de l'écart entre le discours (paix, droits de l'homme, démocratie, liberté du commerce) et la pratique (guerres, Patriot Act, ploutocratie, subventions et protectionnisme). Faites ce que je dis, pas ce que je fais

est le leitmotiv. Qu'est-ce que le *soft power* si soucieux du droit des autres ? C'est l'influence, le lobbying, l'idéologie, le chantage aux aides (vis-à-vis de l'Égypte, par exemple, ou au retrait de publicité contre un journal inamical), etc. Madame Revel, tout à son admiration du modèle libéralo-capitaliste qu'elle ne remet jamais en cause, ne sait rien de Gramsci, sous l'aile de qui son livre devrait être mis. Car Gramsci avait bien vu que pour constituer « un bloc historique » hégémonique, il fallait mixer astucieusement l'exploitation économique, la domination politique et l'aliénation culturelle, la méthode la plus efficace étant le bourrage de mou par l'idéologie. La leçon, pourtant, n'avait pas été perdue pour tout le monde. En effet, c'est par un intense travail de propagande libéralo-capitaliste que les libéraux reconquirent la faveur des politiciens. Hayek et Friedman nous amenèrent Thatcher et Reagan et ensuite tous les dirigeants occidentaux et européens succombèrent aux attraits du libéralisme, parfois camouflé en social-démocratie ou en socialisme rose à la Mitterrand. Il n'est donc pas étonnant que l'Union européenne soit aujourd'hui assiégée par 20 000 lobbyistes, dont 15 000 Étatsuniens.

Vers l'autorégulation

Madame Revel juxtapose les moyens de l'influence des puissances économiques et financières des États libéraux (et maintenant des autres) sans expliquer le processus qui les a

engendrés. Au départ on a l'alliance des idéologues et penseurs libéraux avec les capitalistes qui les ont financés pour répandre la bonne parole libérale : plus d'État, plus de régulation, plus de lois et règlements, plus de contrôles, libre circulation des marchandises et des capitaux, libre-échange concurrentiel et « efficacité des marchés », spécialisation dans les avantages compétitifs. On pourra faire des affaires et vous en retirerez une bonne image car la croissance induite éradiquera le chômage. À ce titre, l'auteure se félicite que la disparition des régulations étatiques et internationales ait été compensée par le *soft power* entendu là comme liberté de faire soi-même ses propres règles : autorégulation, chartes éthiques, autocontrôle, autonormalisation, autolabellisation, tout cela étant pondé par les firmes capitalistes, les banques, les assurances, les lobbys par elles fondées. Elles ont dit aux États : vous êtes incompetents pour fixer les règles, lesquelles, du reste, sont des entraves à la liberté du commerce et aux lois naturelles de l'économie. Par ailleurs, vous êtes trop petits eu égard à la mondialisation et vos bisbilles vous empêchent d'établir des lois internationales et les contrôles afférents. Donc, laissez-nous faire car nous sommes tout à fait capables de nous discipliner, de bien nous comporter vis-à-vis du bien commun. Banco, dirent les gouvernants ; cela nous fera de la croissance et nous économisera les frais du contrôle afin de diminuer les charges publiques.





On connaît le résultat avec la crise structurelle éclatée en 2008 mais latente depuis longtemps à cause des déséquilibres pharaoniques que cette autorégulation a produits.

Ensuite, les libéraux veillèrent à envahir les institutions de formation et d'information en les chargeant de manipuler les esprits vers l'excellence du libéralo-capitalisme : universités, centres de recherche, journaux puis médias. Comment ? En finançant les lieux bien-pensants soit directement soit par le biais des fondations. C'est merveilleux, car justement la fiscalité étatsunienne a toujours permis d'énormes exonérations fiscales pour l'argent consacré à des œuvres pieuses, charitables et utiles au bien commun, lesdites fondations. C'est ainsi que les « barons voleurs » du XIX^e siècle se rachetèrent de leur culpabilité et la chose continue ; par exemple le monopoliste Bill Gates (qui impose son système d'exploitation à la plupart des ordinateurs vendus dans le monde) a créé sa fondation, codirigée avec sa femme.

Campagnes électorales et lobbys

Il faut dire qu'une telle défiscalisation, complétée ensuite par une baisse drastique des impôts des riches et des firmes, a été décidée par les politicards dans le cadre de l'excellente démocratie nord-américaine, celle qui est exportée à la pointe des baïonnettes. Car le modèle libéral a été facilité par les politicards. Pourquoi ? Parce que les firmes et les riches pouvaient subventionner leurs campagnes électorales et payer des publicités (y compris de diffamation, de calomnies, de mensonges, de désinformation) en faveur de leur candidat. La chose a été institutionnalisée récemment par la Cour suprême qui a trouvé là l'usage de la liberté d'expression garantie par le premier amendement de la Constitution. Les firmes ou lobbys peuvent donc dépenser à satiété. Et, s'il y a moins de corruption, forme émérite d'influence, aux États-Unis, c'est qu'elle y est reconnue et institutionnalisée.

Puis, le système de propagande a été complété et diversifié avec l'apparition d'une foultitude de *think tanks* (littéralement réservoirs de pensée), l'institutionnalisation du lobbying, la montée en puissance des communicants, l'apparition de l'intelligence économique (vantée par Revel, c'est l'espionnage des concurrents et du dénigrement afin de nuire à leur image ; c'est aussi de la mise en sécurité des secrets et des brevets de la firme), la notation et le classement comparatif des firmes ou autres, toutes choses chargées de l'agit-prop libéralo-capitaliste. Universités, fondations, *think tanks*, lobbys forment une structure diversifiée, mais interdépendante, dédiée à l'influence, laquelle n'est plus réservée aux politicards, mais envahit tous les domaines.

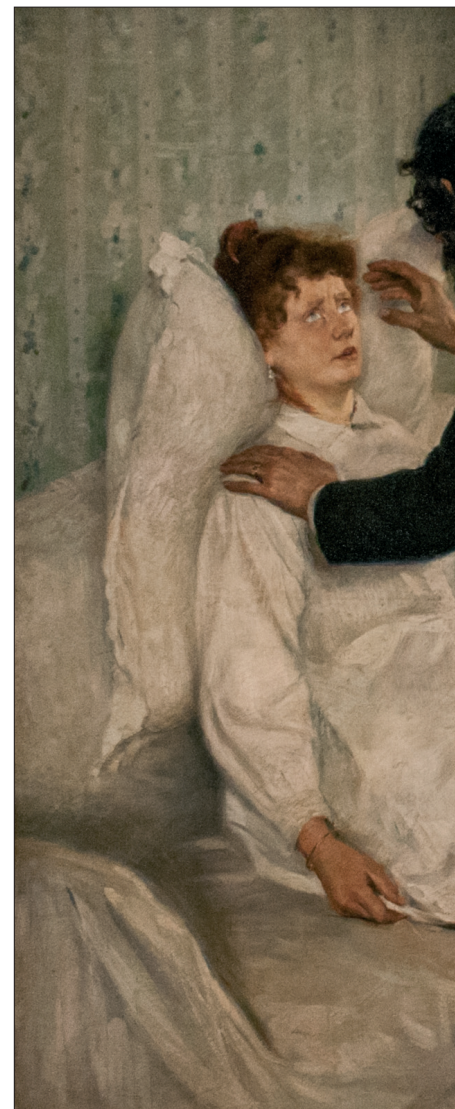
Par exemple, un chercheur qui met en doute la qualité des produits Monsanto est aussitôt calomnié, dénigré, dé-subventionné par un battage organisé mélangeant médias, journaux scientifiques, chercheurs ou professeurs stipendiés par la firme. Un concurrent, à l'occasion d'un pépin, peut être attaqué par son concurrent, comme l'a été Toyota par suite de rappels de véhicules ayant un défaut de fabrication ou de conception, ou Renault à la suite de ses mésaventures d'espionnage interne monté de toutes pièces par... son responsable de sécurité.

Enfin, le système a été couronné par la folie quantitative à base de notations (*rating*), classements, évaluations, standards, comparaisons (*benchmarking*), analyses financières (*ranking*), le tout à court terme – le trimestre –, avec obligation étatsunienne des firmes cotées de publier leurs comptes tous les 3 mois, permettant de sélectionner les entreprises performantes (et les pays « compétitifs »).

Conseils, notations et pantouflages

C'est ainsi que les cabinets de conseil en management, munis en particulier d'une recension des « bonnes pratiques » et des méthodes efficaces devinrent indispensables aux PDG voulant faire du dégraissage, mais avec des raisons « objectives » données par un expert « indépendant » quoiqu'en étant rémunéré grassement par lesdits PDG. Évidemment, les conseils des KPMG et autres Arthur Andersen (disparu par faillite frauduleuse, ayant aidé Enron à truquer ses comptes) sont conformes à la *doxa* libérale et la répandent partout. Parallèlement, les agences de notation, en général payées par les notés eux-mêmes, propagent les notes infamantes ou encourageantes tant pour les États que pour les firmes. Les universités sont classées, par exemple, suivant le nombre d'articles pondus (voire recopiés) par leurs profs et parus dans les revues scientifiques, ou suivant leur budget ou leur ouverture aux étudiants étrangers. C'est d'ailleurs une spécialité américaine que de recevoir et formater de tels étudiants qui formeront ensuite l'élite des chercheurs (avec prière de se faire naturaliser *yankee* afin de cumuler les prix Nobel) ou qui essaieront la bonne science en revenant chez eux. Les États-Unis reçoivent aussi nombre de jeunes étrangers détectés par leurs ambassades ou consulats pour les émerveiller avec un séjour chez eux.

L'auteure insiste à juste titre sur une méthode d'influence, très en vogue chez Goldman Sachs, celle des « revolving doors » ou portes tournantes ou, à la française, pantouflage. Cela consiste à placer des cadres dans l'administration publique avant retour ou aller-retour dans le privé, à repérer des politicards ou très hauts fonctionnaires (genre Sutherland, Mandelson, Draghi, Monti,



Parlementaire sous influence, d'après la peinture *Scène*

Papademos, Schröder, de Croisset, etc.) pour faire prendre de bonnes décisions, par exemple par l'Union européenne, en leur faisant miroiter un poste super bien payé ensuite dans les boîtes privées.

Cela marche très bien et on sait que l'administration américaine est toujours truffée de séides émanant de Goldman Sachs et de la finance. On sait aussi que les organes experts en matière de normes techniques, de normes comptables (établies par des officines anglo-saxonnes et prônant la *fair value* ou évaluation des actifs à leur valeur de marché), de santé, de toxicité sont de moins en moins publics ou, quand ils le restent, c'est comme façade de neutralité puisqu'ils contiennent une proportion de plus en plus grande d'experts venant des firmes ou des lobbys sous prétexte de réduction du coût en fonctionnaires des agences publiques.

Perversité des ONG

Le livre s'émerveille de ce que des ONG puissent elles aussi intervenir dans les instances internationales afin de faire valoir leur position face à celles des firmes et des lobbys. Ainsi, seraient apparus le développement durable, la responsabilité sociale des entreprises (RSE) à



d'hypnotisme de Richard Bergh (1887).

l'ONU et dans ses satellites ou à l'OMC ou à l'OCDE. L'auteure trouve qu'il s'agit d'un grand progrès, sans mettre en lumière qu'alors ce ne sont plus des règles qui jouent mais des engagements volontaires, fort mal surveillés sauf par certaines ONG.

En fait, les firmes et les politicards ont été forcés d'admettre les ONG comme partenaires parce qu'elles pouvaient détruire leur image (celle de Nike, par exemple, qui faisait travailler des enfants dans ses usines asiatiques, ou celle de Total qui pactisait avec la junte birmane pour chasser les indigènes des champs pétrolifères, chose couverte par un célèbre rapport du sieur Kouchner).

L'amour est allé plus loin puisqu'aujourd'hui les firmes et certaines ONG, *la mano en la mano*, passent des accords de certification des pratiques et des produits. Madame Revel dit que les plus grosses ONG sont d'obéissance américaine sans mettre en évidence qu'il s'agit là d'une méthode efficace d'influence pour le libéralisme. En fait, les ONG contribuent, sans le vouloir sans doute, mais en refusant d'en être conscientes, à corriger à la marge les exactions du libéralo-capitalisme, ce qui contribue à le perpétuer.

Deux modes d'influence

L'essai nous dit que si le lobbying et l'influence sont nés aux États-Unis avant de se répandre comme la peste, c'est à cause du modèle démocratique de ce pays : une approche procédurale de détermination de l'intérêt général, via des consultations et négociations entre acteurs menées par les chambres et l'exécutif. Il n'y a pas d'intérêt général *a priori* ou détenu souverainement par le Parlement comme en France où les députés sont censés exprimer la volonté générale car ils détiennent la souveraineté absolue de l'État. Il n'y aurait donc pas besoin de consulter en France. Madame Revel ne voit pas que dans les deux cas, en dernière instance, ce sont les politicards qui décident. Elle ignore que le pouvoir politique aux États-Unis a été soigneusement émiétté et contrebalancé (les contre-pouvoirs, les « checks and balances ») de façon à rendre une décision de l'exécutif très difficile sans accord des chambres. C'est ce qui explique qu'Obama n'ait pas fait grand-chose, par exemple en matière de politique environnementale. Et surtout l'auteur ne voit pas que le thème de l'intérêt général porté par les seuls politicards élus (donc légaux et pas forcément légitimes) est *pro domo*. Dans

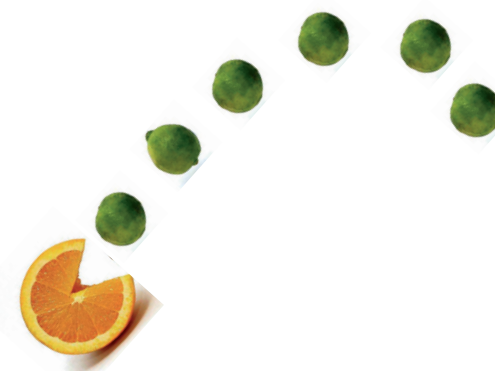
la réalité, les députés et autres sénateurs ont toujours su voter des lois en faveur de leurs vrais mandants, le capital et la finance. La France a toujours fait de l'ordo-libéralisme (fixer les bonnes règles par le droit) sans le savoir. Sauf lors des Trente Glorieuses (1945-1975) où une certaine approche gaullienne imprégnait les fonctionnaires après la mise en place du programme du Conseil national de la résistance à la Libération, notamment avec la Sécu et les nationalisations. Hélas, sous les coups de butoir du libéralo-capitalisme, ce type de fonctionnaire dévoué à l'intérêt général a disparu. Il s'avère donc que l'influence a toujours été possible en France, même si elle devait rester discrète. C'est le secret qui est la différence essentielle entre les deux régimes.

Pour en finir

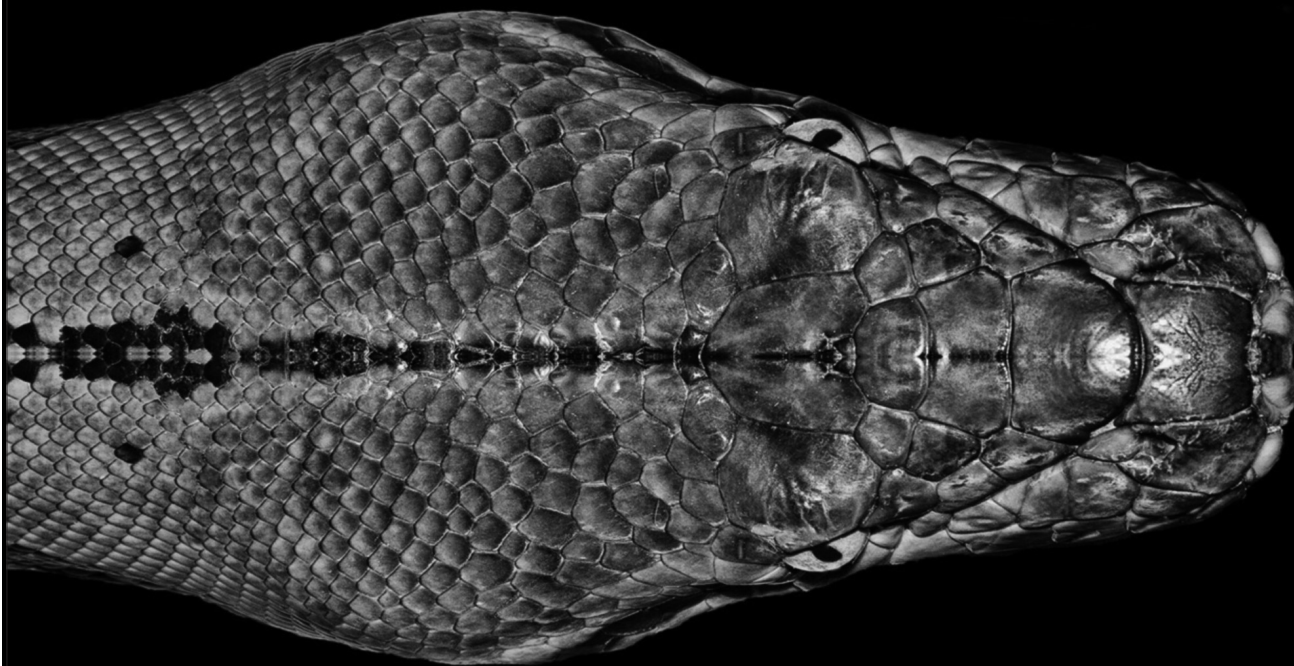
Ainsi, finalement le livre n'est pas si mauvais, mais involontairement : il donne à l'auteure des verges pour se faire battre et il demeure une mine d'informations pour savoir ce qu'il en est de la démocratie de nos jours. Et cela ne s'arrange pas avec la montée en puissance des « organes » experts (BCE, commission de Bruxelles, FMI, etc.) qui gouvernent sans élection. Cela va même jusqu'à violer le vote du peuple, comme pour le référendum sur le TCE en 2005, et jusqu'à démantibuler un gouvernement élu comme celui de Papandréou lorsqu'il voulut présenter le programme d'ajustement structurel pondé par la « Troïka » (FMI, BCE, Bruxelles) à un vote référendaire du peuple. L'hypocrisie du *soft power* disparaît alors : il ne reste plus que le *hard technocratique*. Vive Pinochet, le si bon élève de Friedman et de l'école économique de Chicago.

Madame Revel se plaint de ce que notre pays soit si en retard dans la mise en œuvre des méthodes et techniques d'influence (ce qui dément le titre de son bouquin qui a l'air de le déplorer) ; c'est tant mieux car si Machiavel était un démocrate transparent cela se saurait. Or sa stratégie a triomphé : mensonges, manipulations, ruses sont à l'honneur dans le libéralo-capitalisme.

J. L.



Oxymore ou euphémisme



«**INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE**» : ces mots étranges forment-ils un oxymore ? C'est-à-dire une figure de style qui rapproche un substantif et un adjectif contradictoires, comme chez Gérard de Nerval : «*le soleil noir de la mélancolie*». Certes, rapprocher le mot «*intelligence*» d'un mot bien proche d'«*économiste*» n'est guère flatteur pour ces derniers. Car même les enfants à la maternelle savent que rien, sauf un militaire, n'est plus bête qu'un économiste.

Il s'agit donc plutôt d'un euphémisme : une figure de style émoissant ce qui pourrait s'avérer désagréable. Combien, ici, de désagréments à émoir ? Trois. En effet, l'intelligence économique vise à intégrer en un tout harmonieux et cohérent : l'espionnage ; la dissimulation ; le mensonge.

L'espionnage : l'intelligence économique optimise (langage d'économiste) la collecte d'informations effectuée par une entreprise, un service de renseignements, un gouvernement. Cette collecte utilise plusieurs techniques. Les unes légales : lecture des journaux, blogs, catalogues, sites. Les autres douteuses : achat ou rassemblement d'informations sur la Toile, grâce à Google, Amazon, Facebook, Visa, etc., afin de reconstituer des profils personnels et de déceler des tendances collectives. D'autres enfin illégales : écoutes, vidéosurveillance, corruption, etc. Ces données nourrissent des modèles mathématisés, répondent à des objectifs précis et en génèrent de nouveaux... Les méthodes du renseignement militaire à la portée du directeur de PME !

La dissimulation : l'intelligence économique exige la protection des données sensibles : conséquences des accidents nucléaires ; contrats avec des pays ensoleillés tels que la Birmanie ; nombre de suicides d'employés en un an, etc. La dissimulation repose d'abord sur

la sécurité physique : systèmes d'accès intégrés tels que caméras, badges, lecteurs d'empreintes digitales, etc. ; communications encryptées ; enceintes protégées ; destruction sélective d'archives... Puis sur la propriété intellectuelle, les clauses de confidentialité dans les contrats, les enquêtes avant recrutement, la restriction de la diffusion interne de l'information. On ne négligera pas le contre-espionnage en interne, destiné à débusquer maladroits, bavards et vendus ; filatures, écoutes, interception de correspondance électronique, souricières, provocations, tout est bon.

Le mensonge. Le mot officiel est «*influence*». Pas comme dans «*trafic d'influence*», qu'allez-vous chercher là ? Le mot «*influence*» recouvre : la publicité ; les ex-relations publiques devenues communication ; la fourniture aux médias d'articles et de reportages ostensiblement favorables, ou ostensiblement neutres et discrètement favorables, ou ostensiblement défavorables mais de façon si sottise qu'on pousse les gens à apprécier ce que l'on semble dénigrer ; les rumeurs, calomnies, ballons d'essai, faux scandales destinés à cacher les vrais, débats inutiles destinés à esquiver les débats dangereux, pseudo-événements destinés à avoir lieu le jour où les événements embarrassants auront lieu ; l'usage de mots-masques, tels que «*externalisation de la production*» pour licenciements ; le gonflage d'épouvantails, telle la vaste campagne menée depuis deux ans sur les périls de la dépendance des personnes âgées, destinée à préparer le terrain à aux assurances vieillesse privées remplaçant la retraite publique ; l'intoxication, soit la fabrication délibérée de fausses informations, voire de fausses informations secrètes destinées à lancer l'adversaire sur une fausse piste.

L'influence comprend encore la corruption directe de scientifiques, de journalistes, de juges, de bureaucrates, de politiciens. Ou indirecte : voyages d'études ; commandes de rapports ou de discours ; nomination à des postes rémunérateurs ; contributions aux campagnes électorales. Les manuels d'intelligence économique s'élèvent contre ces pratiques, façon élégante d'indiquer au lecteur qu'elles lui sont utiles.

Les anglophones auront remarqué le faux ami qui préside au nom de cette discipline : «*intelligence*», dans «*intelligence économique*» équivaut à «*Intelligence Service*» : le renseignement, pas l'agilité intellectuelle. Le renseignement, c'est d'abord guerrier. D'ailleurs, en France, nous avons une école de guerre économique. Voilà qui vous pose une nation, n'est-ce pas ? Le logo de l'école de guerre économique est une flèche. Martiale, phallique et orientée à droite. Cette flèche transperce une roue dentée ; on est économiste et ingénieur. À l'intérieur de la roue dentée se dresse un pion de jeu d'échecs ; on est intelligent. Ce fer de lance de nos victoires économiques futures a été fondé par deux patriotes. Un consultant un peu barbouze, Christian Harbulot, et M. Pichon-Duclos, général de son métier. Vu le glorieux passé militaire de la France depuis un siècle, la chose serait comique, si elle n'était terrifiante. Que le capitaliste soit un loup pour l'homme, on le savait. Qu'il considère à présent que l'activité économique dans son ensemble est une guerre donne un sens nouveau à une vieille expression, la lutte des classes.

Nestor Potkine

qui cherche à se souvenir d'une chanson qui parle de balles et de généraux

Pour un **syndicalisme** de combat



Cet appel est lancé par des organisations syndicales d'Europe, d'Afrique, d'Amérique, d'Asie. Leurs affiliations internationales sont diverses : membres de la Confédération syndicale internationale, membres de la Fédération syndicale mondiale, membres d'aucune de ces deux organisations, participant à des réseaux syndicaux internationaux divers, etc. Il s'adresse à toutes les organisations syndicales qui se reconnaissent dans le syndicalisme de luttes, la démocratie ouvrière, l'auto-organisation des travailleurs et des travailleuses, et la nécessité de transformation sociale.

LA CRISE du système capitaliste a des conséquences dans le monde entier. Les crises économiques, financières, écologiques et sociales s'entremêlent et s'auto-alimentent. Cette crise globale du capitalisme montre l'impasse d'un développement basé sur un partage de plus en plus inégal de la richesse produite, la déréglementation financière, le libre-échange généralisé et le mépris des impératifs écologiques.

Pour sauver les profits des actionnaires et des patrons, pour assurer l'avenir des banques, les institutions mondiales (Banque mondiale, Fonds monétaire international, Organisation mondiale du commerce, etc.), les gouvernements et le patronat s'attaquent de plus en plus fortement aux droits des travailleurs et des travailleuses.

Le système économique et politique actuel organise le pillage de nombreux pays, oblige des millions de personnes à quitter leur région d'origine pour survivre... et nie ensuite tous leurs droits sous prétexte qu'ils sont immigrés.

Destruction des services publics, remise en cause de tous les droits sociaux, attaques envers les droits syndicaux, libertés syndicales bafouées, développement de la précarité et du chômage pour faire pression sur les populations... Ce sont les mêmes méthodes qui sont utilisées dans tous les pays !

Pour arriver à leurs fins, ils utilisent tous les moyens : criminalisation, procès, arrestations, interventions policières, occupations militaires, entraves de toutes sortes aux droits collectifs et individuels. La répression est une de leurs armes contre ceux qui résistent, qui s'opposent, qui construisent des alternatives. Notre solidarité, par-delà les frontières, est une de nos réponses.

Le syndicalisme dont nous nous revendiquons ne saurait cautionner des pactes avec les pouvoirs en place pour valider des mesures antisociales. Le syndicalisme a la responsabilité d'organiser la résistance à l'échelle internationale, pour construire à travers les luttes la nécessaire transformation sociale.

Notre syndicalisme vise au renversement du modèle de développement économique, social et politique fondé sur l'hégémonie de la finance, du profit et de la compétitivité. Au contraire, nous voulons construire un système fondé sur les biens communs, sur la redistribution des richesses entre toutes celles et tous ceux qui contribuent à leur création, sur les droits des travailleurs et sur un développement écologiquement soutenable.

Nous revendiquons l'extension, la démocratisation et l'appropriation sociale du service public (éducation, santé, transport, énergie, eau, logement, etc.). La libre circulation des personnes et l'égalité des droits sociaux et politiques de tous et toutes, indépendamment de la nationalité, de l'origine, du sexe, font partie de nos objectifs communs.

Notre syndicalisme allie la défense des intérêts immédiats des travailleurs et travailleuses et la volonté de changement social profond. Il ne se limite pas au champ revendicatif économique, il englobe des sujets comme le droit au logement, à la terre, l'égalité entre hommes et femmes, l'antiracisme, l'écologie, l'anticolonialisme, etc.

Les intérêts que nous défendons sont ceux de la classe ouvrière (travailleurs et travailleuses en activité ou en retraite, chômeurs et chômeuses, jeunes en formation). Ils s'articulent avec ceux des peuples de toutes les régions du monde. En cela, nous nous opposons au

patronat, aux gouvernements et institutions qui sont à son service, et nous revendiquons notre autonomie vis-à-vis de toute organisation politique.

Des organisations syndicales internationales existent ; des réseaux syndicaux ont été créés à partir de champs professionnels ou géographiques. D'une région du monde à l'autre, nos histoires syndicales, nos structurations syndicales, nos affiliations syndicales sont différentes. Mais nous partageons ce qui est essentiel : nous sommes déterminés à avancer dans la coordination du syndicalisme de lutte, au plan international.

Nous ne proclamons pas la constitution d'une nouvelle organisation syndicale internationale. Nous décidons de renforcer, élargir, rendre plus efficace un réseau du syndicalisme offensif, démocratique, autonome, alternatif, féministe, internationaliste.

Nous voulons partager nos expériences, nous enrichir des résistances et acquis de tous, construire l'unité à travers les frontières, mettre en œuvre la solidarité internationale des travailleurs. Face à la crise qui frappe les populations de tous les pays, et dont le capitalisme est responsable, il est nécessaire de coordonner et unifier nos luttes. Nous appelons les collectifs syndicaux à nous rejoindre pour construire cette unité d'action syndicale, nécessaire pour combattre les reculs sociaux,

conquérir de nouveaux droits et construire une société différente.

Nous ne nous battons pas pour revenir en arrière ; certes, les attaques envers la classe ouvrière sont très fortes et parfois sous des formes nouvelles. Mais l'exploitation capitaliste n'est pas une nouveauté et c'est avec cela qu'il faut rompre, pour créer des modes d'organisation de la société partant des besoins de la population.

Cette démarche, nous la construisons pas à pas, avec toutes les organisations syndicales de lutte, pour qui le système capitaliste n'est pas le mode d'organisation indépassable pour nos sociétés, et qui construisent le changement à travers les luttes collectives quotidiennes et les réflexions sur la société que nous voulons pour demain.

Après la rencontre internationale de mars 2013, nous avons des objectifs concrets, des engagements communs. C'est ensemble que nous les définissons et que nous les mènerons à bien.

Nous agissons, dans la durée, pour la solidarité internationale, et notamment contre toutes répressions antisyndicales. Notre combat se mène contre toutes les oppressions, notamment celles envers les femmes.

Nous interviendrons de manière unitaire et coordonnée pour appuyer des luttes

et des campagnes internationales préexistantes, en réaffirmant le droit à l'autodétermination des peuples : soutien aux peuples palestinien et sahraoui, reconnaissance du syndicalisme autonome dans les pays du Maghreb et du Moyen-Orient, contre l'occupation militaire d'Haïti, contre les traités européens qui imposent l'austérité, pour le droit de tous les peuples à décider de leur avenir, etc.

Nous renforçons et étendons le travail international mené dans les secteurs professionnels (transport, éducation, centres d'appels, industrie, commerce, santé, etc.) et sur des questions interprofessionnelles (droit des femmes, immigration, logement, écologie, santé et travail, etc.) ; déjà, le travail s'organise dans plusieurs de ces secteurs, dont l'animation est prise en charge par des organisations syndicales de nos différents pays.

Nous poursuivons le travail de réflexion et d'élaboration sur les questions de crise du système capitaliste et d'alternatives à celui-ci.

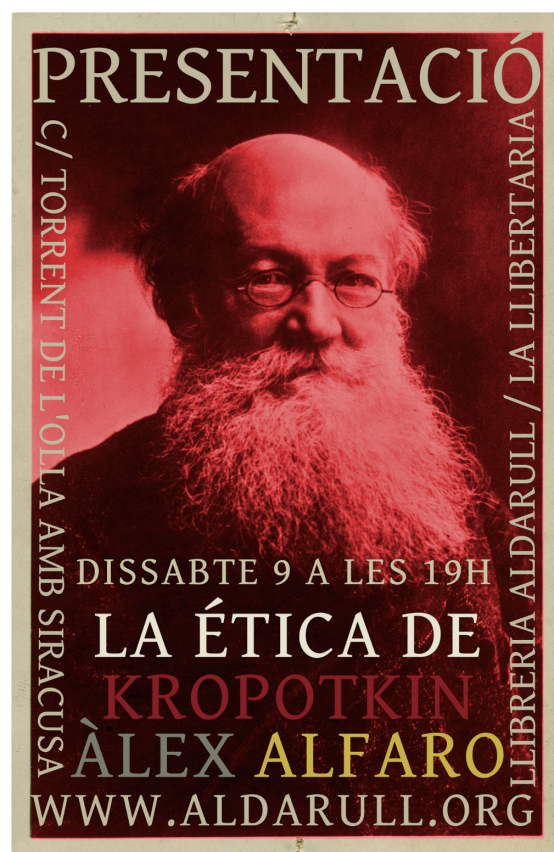
Enfin, nous mettons, ensemble, les moyens matériels nécessaires à la réussite de nos projets communs : sites internet, liste d'échanges par courriel, coordination par secteurs professionnels, etc.



45 organisations signataires au 14 avril 2013

Écrans noirs

2^e Festival du cinéma anarchiste de Barcelone



LES 17, 18 ET 19 MAI aura lieu, à Barcelone, la 2^e édition du Festival du cinéma anarchiste. À l'heure où vous lirez ces lignes, la programmation devrait être pratiquement finalisée. Trente-cinq courts-métrages sont déjà prévus, mais vous pouvez toujours envoyer vos propositions ou projets à :

cineanarquistabcn@gmail.com

Vous pouvez également déposer films ou documentaires au format de votre choix (CD, DVD, VHS, USB, etc.) à une des deux adresses suivantes :

Librerie Aldarull, c/Torrent de l'Olla n°72, Barcelone, 08 012.

Athénée libertaire de Sants, c/Maria Victoria n°10, Barcelone, 08 014.

L'événement est organisé par l'Assemblée spontanée, temporaire et autonome du FCAB (Festival du cinéma anarchiste de Barcelone) qui vous demande de lui faire parvenir « le meilleur ou le pire que vous puissiez avoir réalisé. Une chose est sûre, vos "œuvres" seront projetées ».

Rappel des règles du concours (car c'en est un) :

- Il doit s'agir de courts-métrages (quinze minutes maximum) ;
- Ils ne doivent pas avoir été réalisés avec l'aide de Ken Loach ;
- Il s'agit d'un festival de cinéma anarchiste, donc on peut se faire une idée de ce qui ne sera pas projeté (ex. : spots électoraux, discours de Lister, etc.) ;
- Il sera très positivement apprécié qu'il y ait eu des policiers, des politiciens, des riches, des banquiers et autres représentants des institutions et du capital, qui se soient fait maltraiter pendant les tournages.

Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí de la Fédération anarchiste

Informations traduites du site de Rojo y Negro

La Commune de Paris face à la Banque de France

Claude Fréjaville

EN REVENDIQUANT L'AUTONOMIE de la ville de Paris et la fédération des communes de France, la Commune de 1871 ne désirait pas se substituer à un gouvernement «de capitulation». Sans prétention politique à gouverner, mais avec une certaine légitimité démocratique, ce choix annonçait une Révolution sociale et non un coup d'État. Dès lors, le légalisme républicain des «gambettistes» est à l'opposé du légalisme révolutionnaire des communalistes. Pourtant, le malentendu est encore entretenu dans l'esprit des commentateurs entre une volonté fédéraliste antiautoritaire et le légalisme réactionnaire des politiciens.

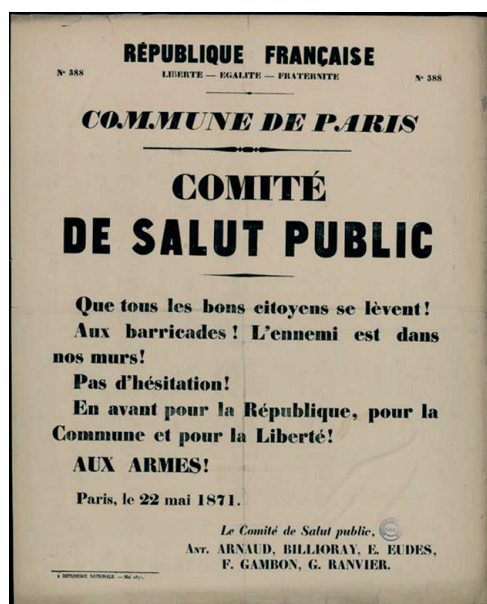
Confusions

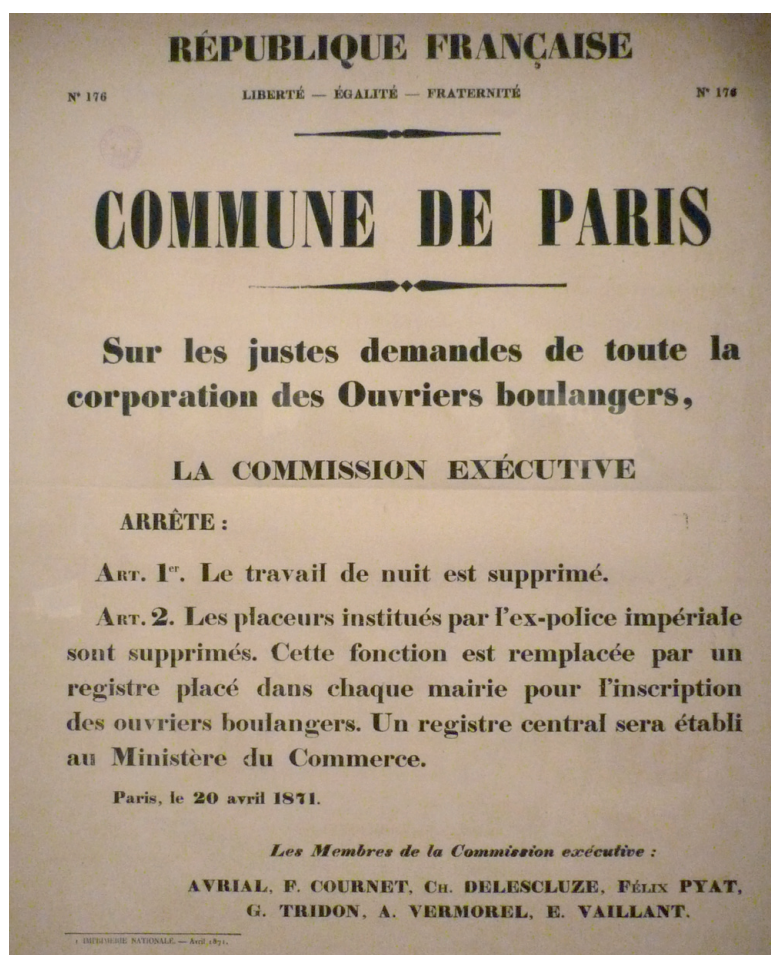
Cette confusion se remarque notamment lorsqu'il s'agit d'analyser l'attitude adoptée par la Commune de Paris face à la Banque de France. Les communalistes auraient eu du respect pour les institutions républicaines au point de se prosterner devant la Banque. Ces socialistes, ignorant le marxisme, auraient eu peur d'ébranler le Temple du capitalisme. L'image de la Commune paralysée devant l'argent sacré est donc communément admise, et les historiens vont jusqu'à dénoncer les coupables d'une attitude fautive vis-à-vis de la finance. Or, les accusations procèdent par de curieux raccourcis idéologique et historique qu'il convient de discuter. Georges Bourgin écrit : « Obsédés par un complexe de probité, figés, en quelque sorte, dans un respect de petites gens à l'égard de la Banque, ni Beslay, ni Jourde, ni Varlin [...] n'ont osé ébranler cette forteresse de la finance. » D'autres iront jusqu'à accuser les proudhoniens de trahison à ce propos, et c'est Beslay qui sera la victime favorite de ces calomnies. Georges Soria écrit : « si Jourde et Varlin furent, dans toute cette affaire, candides, naïfs, tourmentés de scrupules, Beslay lui, semble avoir joué un rôle assez étrange », et Jacques Rougerie insiste : « L'un a presque trahi — le vieux proudhonien Charles Beslay — qui, pour avoir protégé la Banque de France pendant la Commune, reçut un sauf-conduit du gouvernement pour la Suisse, et plus tard bénéficia d'un non-lieu. » Pour Bruhat, Dautry et Tersen : « Ce vieillard hésitant, empêtré de scrupules juridiques, mit son point d'honneur à protéger la Banque contre les radicaux, qui avaient voulu la nationaliser purement et simplement. » Pour Lissagaray : « La forteresse capitaliste n'avait pas à Versailles de défenseurs plus acharnés. » L'affaire semble donc entendue et les historiens sont presque tous d'accord : « Une fois légalisé, écrit Bernard Noël, le Conseil



de la Commune n'en continue pas moins à faire du légalisme, notamment en respectant la Banque de France » et ce fait « stérilise l'esprit révolutionnaire de la Commune et compte parmi les causes de son échec ». Bernard Noël reprend ici l'idée que Gustave Lefrançais avait lui-même fini par accepter : la passivité défaillante des communalistes face à la banque. Or, Lefrançais comme beaucoup d'autres, jusqu'aux rédacteurs de l'Encyclopédie anarchiste, se sont visiblement laissés abuser par l'idée que Lissagaray avait avancée après coup d'une occupation de la Banque de France. Selon Éric Cavaterra qui a consacré une profonde étude à La Banque de France et la Commune de Paris, c'est Marx qui influence Lissagaray. Mais, Cavaterra réhabilite Beslay, accusé sans fondements de trahison ou d'incompétence : « Au milieu de ce brouhaha et de ces invectives, écrit-il, une voix reste ignorée : celle de Beslay. Il est saisissant de voir à quel point on a fait fi de sa version des faits, comment on a entamé le procès en bâillonnant la défense. Beaucoup d'historiens n'ont eux-mêmes pas échappé à cette étrange surdité. Comme si celui qui scanda, en fin de compte, "je n'ai fait que mettre en œuvre ce pourquoi j'étais délégué, je n'ai fait que, à peu de choses près, me conformer à la volonté de la Commune", restait une voix dérangeante. »

Un fait démontre parfaitement que le conseil communal avait pris la responsabilité que les historiens marxistes voudraient faire reposer sur le seul Beslay. Lorsque le 12 mai, un bataillon de fédérés investissait les locaux de la Banque de France, la protestation du délégué fut suivie d'une demande de démission qui lui fut refusée. Gustave Lefrançais fera dans ce sens une mise au point avec Beslay, en avril 1876 en écrivant : « Il ne serait pas juste que le citoyen Ch. Beslay en fût seul rendu responsable, alors que cette défaillance est imputable à tous les





membres de la Commune sans exception.» Par conséquent, la Commune, comme l'indique Lefrançais, et comme l'a fort bien démontré Cavaterra, était solidaire de son délégué en l'invitant à reprendre son poste.

Un débat idéologique sous-jacent

En réalité, il faut le dire nettement, cette affaire de Banque cache un débat idéologique sous-jacent, plus politique que technique qui échappe aux commentateurs de l'événement. Le choix tactique, fait a posteriori, d'occuper la Banque pour l'utiliser comme otage posait problème, comme Maurice Choury l'a très honnêtement et très simplement souligné, en écrivant : « La commune de Paris n'est pas un gouvernement central de la France, c'est l'assemblée qui régit la capitale, la première commune de France. Dans ces conditions, la Commune de Paris ne se reconnaît pas le droit de disposer de la Banque de France. » C'est ainsi que Benoît Malon raconte par ailleurs comment la Commission des finances refusa vers le 10 mai l'offre de 50 millions d'une compagnie anglaise, pour disposer de certains tableaux : « La Commission des finances, écrit-il, ne se reconnaissant pas le droit de disposer des objets appartenant à la nation au profit de la seule ville de Paris, refusa net. » Il est parfaitement clair, ici, que le respect des biens nationaux, dont la Commune était devenue par la force des événements dépositaire, témoigne d'une position politique cohérente, en particulier avec les appels révolutionnaires adressés à la province. Pourtant, malgré les

explications techniques et financières de Beslay, en partie confirmées par le travail de recherche de Cavaterra, à propos des fonds réellement disponibles à Paris, l'idée tactique d'une occupation militaire de la Banque comme otage est finalement acceptée par lui aussi, car s'il prend bien en compte la parole de Beslay il semble négliger ses motivations politiques. Ainsi, par exemple, en résumant ses idées, visant la réconciliation du Capital et du Travail, il tend à ramener la forme participative du réformisme coopératif qu'il attribue au vieux militant, au « projet proudhonien ». On est, selon sa formule, en plein dans l'idée chère à Proudhon ! Or le mutualisme proudhonien est à l'opposé d'une telle conception. L'arrangement entre patrons et ouvriers n'a de sens que dans l'inversion du rapport travail capital, aussi la liquidation sociale a pour le communal, comme pour Proudhon, une signification révolutionnaire et non cogestionnaire ou paritaire, comme on semble toujours l'indiquer à tort et souvent avec mauvaise foi.

Une option profondément libertaire

Aussi quand Beslay avouait dans une lettre publiée dans le *Figaro* du 13 mars 1873 : « Je suis allé à la Banque avec l'intention de la mettre à l'abri de toute violence du parti exagéré de la Commune », ce n'était pas avec un esprit modérateur ou protecteur, comme lui-même aura parfois exagérément tendance à le dire (voir la discussion avec Lefrançais), mais bien avec des convictions

libertaires. Paris libre devait adopter une attitude crédible et cohérente, vis-à-vis de l'Église, de l'État et du capital, et Beslay refusait, en toute logique, l'idée d'un « coup d'état financier ». Il eut l'occasion de le montrer en proposant une solution à la question des échéances dont Charles Longuet soulignait dans le *Journal officiel* de la Commune le point important : « Ce résultat est acquis par une création originale de la spontanéité commerciale, en dehors du patronage dangereux de la Banque de France. » Longuet concluait par ailleurs, qu'il y a « dans le projet du citoyen Beslay et la solution particulière immédiate que réclament les circonstances, le germe fécond d'une solution future plus générale. » Beslay avait une vision plus travailliste que capitaliste : « Je crois enfin, question capitale, que les deux termes fondamentaux de l'organisation sociale actuelle, le capitalisme et le travail, sont appliqués de telle sorte que le travail est la victime du capital et que le problème le plus considérable de la Révolution qui se prépare sera la réalisation du principe, si clairement et si énergiquement posé par Proudhon : « Qu'est-ce que le travail ? Rien ! Que doit-il être ? Tout. » »

L'idée d'un socialisme libéral (on dit aujourd'hui libertaire), doit donc être prise en considération, car Beslay avait clairement envisagé de développer une Banque d'échange, qui ne se substituait pas directement à la Banque nationale (rappelons à ce propos que Proudhon avait raisonné en 1848, à partir d'une révolution nationale, et non communale, comme celle qui se déroulait alors à Paris). Cavaterra n'insiste pas suffisamment sur les projets de Beslay, et ne perçoit pas le mutualisme proudhonien d'un point de vue révolutionnaire. Or, la pression autoritaire des jacobins et des blanquistes contribuait à exercer une menace sur l'ensemble de la Révolution communaliste, et la mainmise sur la Banque aurait contraint la Commune à opter pour la voie autoritaire. Beslay devenant gouverneur, l'occupation du temple de la finance aurait été, quoi qu'on dise, une nationalisation. Comment la province, et comment surtout les Prussiens auraient interprété cela ?

« L'alternative de la conservation ou de la destruction de la Banque de France n'a jamais été posée par la Commune », écrivait Beslay, montrant que la question révolutionnaire dépassait les limites d'une simple occupation de la Banque. N'est-ce pas une des grandes démonstrations de la Commune qui, au-delà de son échec historique, aurait voulu initier un mouvement structuro-anarchiste à l'écart du Temple capitaliste et de l'État. Le fameux « légalisme » ne tiendrait-il pas, ici, essentiellement à la nature fédéraliste de la Révolution communaliste qui avait refusé les solutions politiques du passé celles-là mêmes qui entraînent encore aujourd'hui les révolutions dans la réaction autoritaire des pseudo-radicalismes révolutionnaires ? Beslay n'avait-il pas raison de dire en 1877 dans son « testament politique » : « Il est temps de voir enfin, à fond, ce qu'il y a sous ces mots : « Révolution, parti révolutionnaire ». » **C. F.**

Elle n'est pas morte

VOICI UN LIVRE RÉCONFORTANT : *La Commune* n'est pas morte ne s'adresse pas, comme son titre pourrait le faire croire, à quelques post-situationnistes qui avaient adopté cette chanson comme air de ralliement, ni à quelque trotskiste qui la remit à l'honneur lors du Centenaire. Cet ouvrage s'adresse à un large public, sans exclusive, soucieux d'une actualité qui pourrait passer pour éventuellement inquiétante. *La Commune* n'est pas morte, et l'auteur de ce brillant essai nous le démontre en ces pages consacrées à la postérité d'un symbole. La première qualité de l'ouvrage est donc de nous faire parcourir un siècle et demi de pratique politique, avec une grande capacité de synthèse, doublée d'une réflexion aiguisée.

Comment fabrique-t-on un mythe ? Telle est l'une des questions examinée par Éric Fournier dans son essai. *La Commune*, « rendue à sa diversité », devient de la sorte un bien commun pour tous ceux qui sombrèrent dans le



Peter Watkins, *La Commune* (Paris, 1871)

«désenchantement du monde», la perte des croyances millénaristes et de ce que le sens commun nomme désormais «utopies», surtout chez ceux qui ne se revendiquèrent jamais ni de l'un ni de l'autre. Ce livre d'actualité s'adresse aussi à ceux qui se représentent le monde dans cette «mélancolie» devenue générale, d'une «perte de la révolution», à commencer par ceux qui n'en connurent jamais aucune.

Ce résumé virtuose d'une si immense période avec ses nuances et ses combats n'est pas vu ici comme une défaite, comme l'ont imaginé certains auteurs, mais au contraire : «*La commune n'est pas morte*» aujourd'hui. L'enthousiasme de l'auteur nous transporte dans son élan vers l'invention du mur des fusillés, les commémorations successives qui se sont allongées dans le siècle, à la faveur des victorieux du moment. Une Commune dominée par le Parti communiste au fil du ^{xx}e siècle, traitée surtout à partir des deux historiens proches du Parti communiste, mais aussi avec une référence à Robert Tombs, dont nous avons rendu compte dans ces colonnes il y a quinze ans. On lira avec le plus grand profit les significations de la Commune dans le florilège de l'extrême droite française, chose peu traitée par les commentateurs habituels de la Commune, qui dans ce livre ne s'appelle pas «Commune de Paris», car dans les nouveaux intérêts qui se penchent de nos jours sur ce passé, il y a aussi les communes «de province», comme on dit en langage monarchique, c'est-à-dire la commune de Marseille, la commune de Lyon, la commune d'Angoulême, et les manifestations de solidarité qui se sont organisées dans toute la France, comme à Périgueux par exemple, voire dans des pays étrangers, et dont Jeanne

Gaillard se fit la pionnière il y a un demi-siècle. On retrouvera Henri Lefebvre, mais pas Guy Debord qui polémiqua avec lui sur ce sujet, au cours de ces pages sur «les usages politiques du passé». Ce livre riche en propositions d'interprétations recèle aussi une qualité d'appréciation contemporaine sur l'esprit du temps. Il révèle comment le lecteur et son écrivain se pensent eux-mêmes dans l'actualité. Une actualité «distanciée», débarrassée des vieilles lunes mensongères d'espoirs en un autre futur, immédiat. Une Commune enfin vue par un regard «critique» qui, pour une fois, ne commet pas l'erreur de se projeter dans l'avant-hier pour se l'approprier, comme ce fut le cas jadis. Si cet essai se réfère bien à la période annoncée de 1871 à nos jours, il ne sombre pas dans le détail chronologique ni archivistique, d'où une lecture fluide, aisée, et agréable.

On ne saurait trop recommander aux lecteurs du *Monde libertaire* le livre remarquable de Jean-Philippe Crabé *Les Anarchistes et la Commune de Paris*, qui analyse pour la première fois le rôle des antiautoritaires avant et pendant la Commune et renouvelle les connaissances des anarchistes sur ce point (éditions du Temps perdu, 2010, 156 pages, 9 euros).

Telle n'est aucunement l'ambition du livre publié par les éditions Libertalia. Il est destiné à un public général, désireux de penser l'actualité à la mesure d'un aspect du monde contemporain, et aussi peu tenté par l'énigmatique «sphinx libertaire» que par le «cannibalisme» d'extrême droite, dont on ne peut que regretter que l'auteur ne nous précise pas ce qu'il entend par là. Un titre pour tous publics.

C. A.

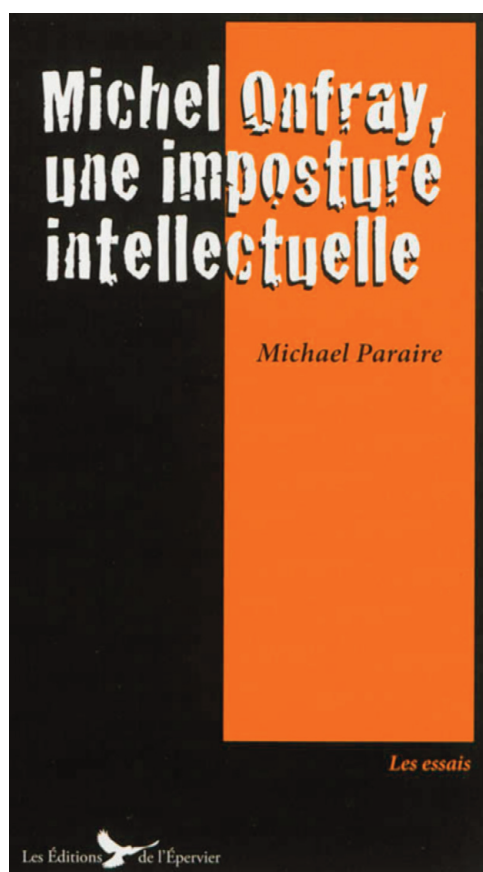


Éric Fournier, *La Commune n'est pas morte, les Usages politiques du passé de 1871 à nos jours*, Libertalia, Paris, 2013, 187 pages, 13 euros. En vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (librairie-publico.com).

Paraire vs. Onfray

ou de la fraternité entre universitaires

Franck Mintz



L'AUTEUR A ÉPARGNÉ Michel Onfray en reconnaissant qu'il n'a pas pris de positions internationales scandaleuses (p. 110). Depuis, Onfray lui-même a écrit un bref article : « M. Hollande ne comprend rien aux guerres idéologiques du XXI^e siècle » (Le Monde, 21 avril 2013) dont la dernière ligne est : « Pendant qu'elle fait la chasse aux Maliens en sandalettes, la France déroule le tapis rouge à des États qui rachètent petit à petit ce que la France en faillite brade aux émirats les plus offrants... Si la gauche voulait montrer sa différence, ce serait le moment ! »

Cet article du libertaire autoproclamé révèle quelques aspects curieux : se placer en conseiller d'un politicien assez haut placé ; passer sous silence que la corruption des classes dirigeantes maliennes est le fruit de l'équipe Giscard-Mitterrand-Chirac-Sarkozy-Hollande ; ignorer la technique militaire des Maliens attaqués par l'armée française, tout en ignorant l'équipement par les États-Unis (drones et informations satellitaires), donc une affaire capitaliste internationale et non pas française ; les multinationales françaises, d'après la Bourse, sont encore assez loin de la faillite ; prendre la « gauche » pour autre chose qu'une droite assagie. Cet ensemble de niaiseries renvoie à un texte d'Albert Camus qu'Onfray n'a pas retenu dans son livre – du reste sympathique, sauf la dernière partie – L'Ordre libertaire, la vie philosophique d'Albert Camus : « Le mal que les intellectuels (je dis bien : les intellectuels et non les artistes) ont fait, peuvent-ils le défaire ? Ma réponse est oui, mais à la condition : qu'ils reconnaissent ce mal et le dénoncent ; qu'ils ne mentent pas et sachent avouer ce qu'ils ignorent ; qu'ils se refusent à dominer ; qu'ils refusent, en toute occasion et quel que soit le prétexte, tout despotisme, même provisoire. Sur ces bases, réunissez autant d'hommes que vous voudrez et quels que soient leurs noms, je serai parmi eux, 15 février 1952. » Onfray ferait bien de s'en imprégner avant d'écrire.

De plus, si je compare les positions de l'intellectuel Onfray avec celles d'un autre intellectuel libertaire, Noam Chomsky, dénonçant les impérialismes nord-américain et soviétique (sans oublier la France), il me semble que l'un des deux en est encore au stade de l'apprentissage. Bien sûr, chacun est libre de se définir à sa guise : avant Onfray, Charles Aznavour se disait « anarchiste » il y a quelques lustres, et Dominique Strauss-Kahn, il y a peu, « innocent de tout écart sexuel ». Pour Noam Chomsky, 84 ans, Onfray pourrait

dire qu'il met de l'eau dans son vin. Or Chomsky écrit (à propos des destructions écologiques que les États-Unis et le Canada mettent en marche) : « Les sociétés indigènes luttent pour protéger ce qu'elles appellent parfois les droits de la nature, alors que les gens civilisés et sophistiqués se moquent de cette niaiserie. C'est exactement le contraire de ce que la rationalité envisagerait, à moins que cela ne soit la forme biaisée de la raison filtrée par la DCRE (la démocratie capitaliste existe réellement). (Extrait de son nouveau livre *Power Systems: Conversations on Global Democratic Uprisings and the New Challenges to U.S. Empire. Conversations with David Barsamian*, publié en castillan sous le titre « La civilisation peut-elle survivre au capitalisme ? » » (La Jornada, 18 mars 2013.)

Michael Paraire, professeur de philosophie et libertaire, est bien préparé pour jauger son collègue Michel Onfray, en lui adressant une double critique, philosophique et anarchiste, et, en plus, compréhensible.

Michael Paraire met en évidence chez Onfray une « authentique stratégie de la destruction de la raison, elle érige les principes d'incohérence et d'autocontradiction en critère de la vérité, réduisant la philosophie à n'être qu'une succession de paradoxes insoutenables » (p. 13). Visiblement, Paraire a décortiqué la majorité des soixante livres (dont se pare Onfray). Pour ma part, je n'ai lu que L'Ordre libertaire, la vie philosophique d'Albert Camus et j'y ai noté un procédé à la limite de la malhonnêteté – la critique définitive de Bakounine qu'Onfray connaît aussi mal que la position de Camus sur Bakounine.

L'interprétation divergente de Nietzsche est fondamentale (et je n'entrerai pas dans le débat). Sur le plan de la philosophie et du vécu des philosophes, chers à Michel Onfray, je pense que c'est un axe intéressant (pour démasquer Onfray lui-même). Paul Ricœur a exalté Philippe Pétain, dans sa phase fasciste, et Martin Heidegger a participé au nazisme. Michael Paraire n'aime pas que Jean-Paul Sartre soit rabaisé par Onfray. En fait, c'est Sartre qui se rabaisse lui-même la plupart du temps, malgré quelques lueurs.

Sur le plan anarchiste, Paraire souligne avec raison l'absence chez Onfray de prise en compte de l'anarcho-syndicalisme espagnol et de ses réalisations.

Paraire aborde le postmodernisme que proclame Onfray avec son postanarchisme. Paraire analyse le postmodernisme comme

« une forme de nébuleuse intellectuelle, les cultural studies, qui prétend réviser l'histoire pour faire perdre aux individus toute compréhension cohérente du monde dans lequel ils vivent » (p. 94). Je trouve que l'auteur n'est pas assez critique. Le post-modernisme naît aux États-Unis à partir d'une bouillabaisse d'auteurs français qui ne se fréquentaient pas (Bourdieu, Derrida, Foucault, Lyotard), et en effaçant leur engagement social. C'est une façon commode pour un universitaire états-unien d'ignorer Noam Chomsky et de feindre de critiquer sans prendre de risque.

Les Anglo-Saxons se réclamant du post-anarchisme peuvent avoir des positions honnêtes sur Bakounine et le capitalisme, comme Saul Newman. Le postanarchisme de Michel Onfray se caractérise par sa confusion, laquelle le conduit à synthétiser en une phrase Godwin, Proudhon, Stirner, Fourier, Bakounine, Kropotkine, Louise Michel, Thoreau, Reclus, Sébastien Faure, E. Armand, Pelloutier, les anarcho-syndicalistes, Makhno, Voline, Malatesta, Han Ryner-Devaldés-Palante, Emma Goldman, Lecoq.

On en arrive naturellement à la conclusion que Michel Onfray est un libertaire évanescent, en dehors de tout groupe, sauf erreur, donc parfaitement intégrable dans les milieux et les médias du pouvoir. En cas de doute, l'épisode récent (août-septembre 2012) de la candidature d'Onfray au poste de commissaire pour une exposition consacrée à Camus à Aix est plutôt pitoyable.

Heureusement, Michael Paraire propose une seconde partie, constructive, non plus uniquement critique de Michel Onfray. Il s'agit de « Vers le suranarchisme ». Malheureusement entraîné par son élan, Paraire poursuit ses critiques contre Onfray, ce qui me semble inutile. Enfin, si toute suggestion est intéressante, le point de départ me paraît erroné : « Relever le défi qu'il [Michel Onfray] lance lorsqu'il affirme que, depuis un siècle, la pensée anarchiste n'a plus rien produit. » (P. 114.) Il est vain de se fonder sur un personnage inconséquent pour lui répondre. Le problème du socialisme et de l'anarchisme n'est pas d'élaborer des concepts, mais d'abattre le capitalisme.

Et, entre 1913 et 2013, bien des réponses révolutionnaires ont été apportées en Russie et en Espagne, puis dans d'autres pays dont la France. Quant aux pensées nouvelles, je vois un approfondissement net, pour le féminisme, « l'entreprise la plus urgente à réaliser dans la nouvelle structure sociale est de supprimer la prostitution. Avant de nous occuper d'économie ou d'enseignement, dès maintenant, en pleine lutte antifasciste nous devons en finir radicalement avec cette dégradation sociale »². Et, également, une prise de conscience croissante du rôle des masses, prônée dès le XIX^e siècle par Bakounine et Kropotkine, qu'en période de crise « c'est alors que les indifférents d'aujourd'hui deviendront partisans convaincus de l'idée nouvelle »³. Les événements de mai-juin 1968, les masses

contestataires tunisiennes, égyptiennes et les Indignés espagnols rappellent la capacité de la base. Bien entendu, il existe des mouvements de militants qui dirigent leurs masses. Et les échecs successifs de l'URSS et des Tigres tamouls le démontrent amplement, en plus de ceux de Cuba et du Venezuela.

Michael Paraire propose trois points d'accroche théorique : les visions scientifiques de Kropotkine, Bachelard (mais je n'ai saisi ni la pensée ni son utilité pour moi), Russell (un résultat semblable, j'aurai préféré son analyse du pouvoir, insuffisante, mais sympathique), l'auto-organisation de la matière (ce qui est enrichissant), Proudhon et l'idée de groupe « hors du groupe, il n'y a que des abstractions et des fantômes » (p. 132).

Le dernier point est pratique : le refus de l'anarcho-individualisme (pp. 143-144), mais on ne saurait le limiter à un simple nominalisme ; la question du pouvoir et des masses, assez mal exprimée, a été résolue par Bakounine : « Rendre impossible, au lendemain de la victoire populaire, l'établissement de tout pouvoir étatique sur le peuple, même d'un pouvoir qui serait en apparence le plus révolutionnaire ; l'acceptation d'un degré minimum de violence (on enfonce une

porte ouverte) ; la constitution de liens d'amitiés politiques avec tous ceux qui se réclament d'un devenir révolutionnaire collectif [...] ». Les conditions qui ont amené la dispute fratricide entre communistes libertaires et communistes autoritaires, ou entre socialistes et anarchistes, ne sont plus d'actualité. » (PP. 170-171.)

Les amitiés se tissent dans les luttes, au-delà des étiquettes, pour échapper aux trahisons, qui viennent bien souvent toujours des mêmes partisans de théories hiérarchiques omniscientes, plus religieuses que socialistes.

F. M.

SALON DU LIVRE ANARCHISTE de Montréal
Samedi 25 et Dimanche 26 mai de 10h à 17h **2013**

BIENVENUE À TOUTES ET À TOUS **GRATUIT**

Pour les anarchistes et ceux/celles qui s'intéressent à l'anarchisme

Avec des distributeurs de partout au Québec et en Amérique du Nord, des ateliers, des films, des discussions, des expositions, des activités pour les enfants et bien plus!

www.salonanarchiste.ca
514-679-5800

Lionel-Groulx
CÉDA, 2515 RUE DELISLE
Le rez-de-chaussée est accessible aux fauteuils roulants.
Service de garde pour les enfants disponible sur place. Contactez-nous pour tout besoin d'accessibilité supplémentaire.

CENTRE CULTUREL GEORGES-VANIER, 2450 RUE WORKMAN
Le bâtiment est accessible aux fauteuils roulants.



Jeudi 9 mai

10 heures > 12 heures. **Chronique hebdo**, analyse libertaire de l'actualité.

Samedi 11 mai

10 heures > 11 h 30. **La Philanthropie de l'ouvrier charpentier**.

11 h 30 > 13 h 30. **Chronique syndicale**.

13 h 30 > 15 h 30. **Chroniques rebelles**.

23 heures > 01 heure. **Hôtel paradoxe**. Les réfugiés poétiques Liao Yiwu (Chine), Joyce Mansour (Égypte), Ken Bugul (Sénégal), Assia Djebar (Algérie) à l'honneur.

Lundi 13 mai

11 heures > 13 heures. **Lundi matin**, infos et revue de presse.

Mardi 14 mai

18 heures > 19 h 30. **Pas de quartiers**, l'émission quinzomadaire du groupe Louise-Michel reçoit Muriel Salmona à l'occasion de la parution de son livre *Le Livre noir des violences sexuelles*. Elle abordera plus particulièrement les aides et traitements envisageables pour les auteurs de violences.

19 h 30 > 20 h 30. **Parole d'associations**. Itinéraire – art contemporain : Sans raison apparente du 5 au 19 juin à la mairie du IX^e à Paris.

Mercredi 15 mai

10 h 30 > 12 heures. **Blues en liberté**. Le blues à Memphis dans les années 1930.

18 h 30 > 20 h 30. **Femmes libres**. Mélissa Blais et François Dupuis-Déri présentent leurs recherches sur l'antiféminisme au Québec et en France.

20 h 30 > 22 h 30. **Ras les murs**. Actualité des luttes des prisonniers pour l'amélioration des conditions de détention.



Jamais esclaves

Un film

Yannis Youlountas a le plaisir de vous annoncer la sortie prochaine de son premier long-métrage : *Ne vivons plus comme des esclaves*, un film sur la résistance grecque et les alternatives.

Un slogan

Ne vivons plus comme des esclaves est aussi un slogan que la résistance grecque nous invite à reprendre. Le titre du film et sa chanson éponyme sont inspirés de la principale devise qu'on trouve aujourd'hui sur les murs, sur les panneaux publicitaires vides et dans les médias alternatifs en Grèce.

Une chanson

Ne vivons plus comme des esclaves est aussi une chanson de lutte à partager en solidarité avec la résistance grecque. Nous vous invitons à découvrir, à télécharger gratuitement et à partager autour de vous cette chanson de lutte en solidarité avec la résistance grecque, don du groupe de rébétiko Ta Limania Xena.

Le faire connaître

Avec les intervenants grecs, l'équipe du film et les musiciens (Ta Limania Xena, Serge Utgé-Royo, Jean-François Briant, Cyril

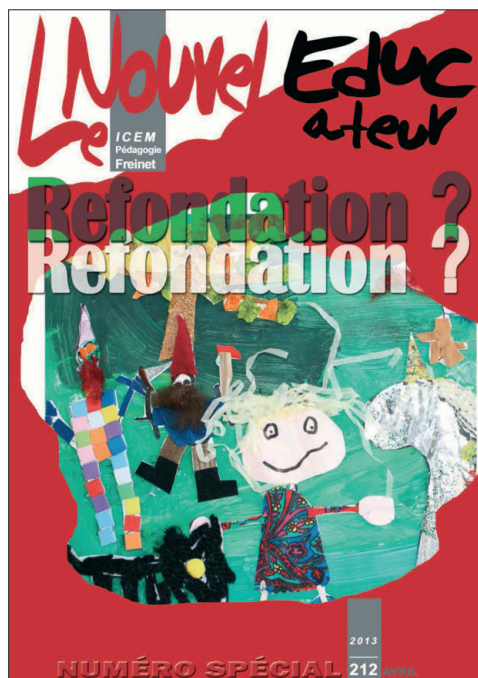


Gontier : tous bénévoles), ont fait leur maximum dans un esprit de rapprochement et de convergence des luttes.

Maintenant, tout dépend du bouche à oreille. On compte sur vous pour passer le mot ! Leurs mots.

Yannis

www.nevivonspluscommedesesclaves.net



Le Nouvel Educateur

CE N'EST PAS LA PREMIÈRE fois que le mouvement Freinet se trouve concerné par une réforme portée par un gouvernement de gauche. Dès 1936, *L'Éducateur prolétarien*, revue du mouvement, consacre un numéro spécial sur le projet du ministre de l'Éducation nationale, Jean Zay : «Nouveau plan d'étude français». Célestin Freinet y propose un grand nombre de réformes portant sur l'organisation de la classe, de l'école et la création d'écoles expérimentales.

Avril 2013, l'ICEM-pédagogie Freinet consacre un numéro spécial où se déclinent ses propositions pour une école populaire et émancipatrice et la lecture critique du projet de loi. En effet, la flambée d'espoirs qui a jailli après plus de cinq ans de régression pédagogique et de renoncement éducatif a rapidement laissé place aux déceptions et aux désillusions, même s'il semble encore possible de transformer l'école et le quotidien de tous les enfants.

De nombreux amis de la pédagogie Freinet ont apporté leur parole dans ce numéro exceptionnel de 100 pages.

Dijon

Le groupe La Mistoufle de la Fédération anarchiste ouvre sa **Bibliothèque la Sociale**, tous les jeudis de 18 à 20 heures au 6, impasse Quentin (Quartier des halles) à Dijon.

editions-icem@wanadoo.fr

Jusqu'au 18 mai

Paris VI^e

La galerie Samantha Sellem présente une exposition Marcos Carrasquer. Du mardi au samedi de 11 heures à 13 heures et de 14h30 à 19 heures. 5, rue Jacques-Callot. Tél. 01 56 24 34 74 ou 06 12 46 07 77

galeriesellem@wanadoo.fr
www.galeriesellem.com

21 et 22 mai

Montréal (Canada)

8^e Festival international de théâtre anarchiste de Montréal, (Fitam).

Avec la participation de 28 artistes en provenance de la Belgique, du Québec et de Montréal. À La Sala Rossa, 4848 boul. St-Laurent, 19h30 (en français et en anglais). Billets disponibles au coût de 12 dollars à la librairie anarchiste L'Insoumise située au 2033, bd St-Laurent (514-313-3489) ou à la porte et en ligne sur le site de la Sala Rossa. Pas de sièges réservés.

25 et 26 mai

Montréal (Canada)

Le Fitam fait partie du Festival de l'anarchie de Montréal qui inclut notamment le **Salon du livre anarchiste de Montréal**

anarchistetheatrefestival.com

Vendredi 10 mai

Paris XVIII^e

19h30. Conférence organisée par le groupe Salvador-Seguí de la FA. La distribution de la presse en France. Origines et histoire, lutttes passées et en cours, avenir de ce système... Témoignages de kiosquiers parisiens. Venez participer au débat qui suivra, au local La Rue, 10, rue Robert-Planquette. M^o Blanche ou Abbesses. Entrée libre.

Samedi 11 mai

Sardent (23)

21 heures. Pas de bitume sur les légumes! Projection de soutien aux résistants de NDDL. Prix libre pour les aider financièrement. Salle des fêtes.

Samedi 11 mai

Paris XI^e

16h30. Rencontre avec Francis Dupuis-Déri pour son livre: *Démocratie, histoire d'un mot aux États-Unis et en France*. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Jeudi 16 mai

Merlieux (02)

18h30. Rencontre débat avec Patrick Pelloux autour de ses livres sur les Urgences, tant à l'hôpital qu'au Samu. Apéro dînatoire. Table de presse. Entrée libre et gratuite. Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles.

Vendredi 17 mai

Redon (35)

20 heures. Réunion publique Syndicalisme et émancipation humaine. Avec la projection du film documentaire *Histoire de la grève générale* et en présence de militants syndicalistes anarchistes. Au centre social Confluence, rue Guy-Pabois.

Samedi 18 mai

Lyon (69)

15 heures. *Dédale, un fil vers la démocratie*, documentaire co-réalisé par Emmanuel Borgetto, Laurent Lhermite, Alice Tabart et Christian Vialaret. Projection suivie d'une discussion sur l'autogestion et les alternatives en «démocratie». Librairie libertaire La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe. Ouverte du lundi au samedi inclus de 14 heures à 19 heures. Téléphone/fax: 04 78 61 02 25. Site Web: www.lagryffe.net

Paris XII^e

13 heures. Fête du livre libertaire. Des centaines de livres d'occasion. À la librairie l'Émancipation, 8, impasse Crozatier, métro Faiderbe-Chaligny ou Gare-de-Lyon.

Mardi 21 mai

Montréal (Québec, Canada)

19 heures. Conférence-débat de Philippe Corcuff sur les Enjeux pour la gauche de gauche en France. Organisée par l'université populaire de Montréal et la revue *À Bâbord*. Bar populaire: 6584 St-Laurent.

Vendredi 24 mai

Montréal (Québec, Canada)

17 heures. Rencontre sur « Repenser la critique sociale et l'émancipation » et signatures de livres. Librairie Le Port de tête: 262 Est Mont-Royal.

Amiens (80)

20 heures. Poursuivant le cycle de ses réunions bimestrielles, le collectif libertaire amiénois organise une réunion-débat intitulée Perspectives révolutionnaires du féminisme. La soirée se finira autour d'un PPP (pain-pâté-pinard). À l'espace Dewailly.

Samedi 25 mai

Lyon (69)

15 heures. Une fabrique de libertés. Le lycée autogéré de Paris. Avec les représentants du collectif d'élèves et de professeurs (édition Repas). Librairie libertaire La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe. Ouverte du lundi au samedi inclus de 14 heures à 19 heures. Téléphone/fax: 04 78 61 02 25. www.lagryffe.net

Louhans (71)

15 heures. Rencontre-débat avec Christian Roux auteur de: *Auriez-vous crié Heil Hitler?* Organisée par le groupe libertaire de Saône-et-Loire, la Vache Noire et la CNT. Salle communale, 15, rue Ferdinand-Bourgeois. Entrée libre.



MAI 2013

**fête
du Livre**

**ÉDITIONS
NOIR & ROUGE**

LIBERTAIRE

**SAMEDI 18 MAI 2013
À PARTIR DE 13 HEURES
À LA LIBRAIRIE L'ÉMANCIPATION
8 IMPASSE CROZATIER, PARIS 12^E
MÉTRO FAIDHERBE-CHALIGNY (LIGNE 8)
OU GARE DE LYON (LIGNES 1 ET 14)**

**DES CENTAINES
DE LIVRES D'OCCASION**